



Distr.  
GÉNÉRALE

A/10183  
S/11803

15 septembre 1975

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/  
ESPAGNOL/  
FRANCAIS

ASSEMBLEE GENERALE  
Trentième session  
Point 17 de l'ordre du jour provisoire\*

CONSEIL DE SECURITE  
Trentième année

## ELECTION DE CINQ MEMBRES DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

### Notes biographiques des candidats désignés par les groupes nationaux

#### Note du Secrétaire général

#### TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION .....	2
II. NOTICES BIOGRAPHIQUES	
Alvarez Aybar, Ambrosio (République Dominicaine) .....	3
Anin, Patrick Dankwa (Ghana) .....	6
Bindschedler, Rudolf L. (Suisse) .....	8
Cole, Christopher Okoro Elnathan Eustace (Sierra Leone) .....	13
Elias, Taslim Olawale (Nigéria) .....	15
Fernando, Thusew Samuel (Sri Lanka) .....	25
Hambro, Edvard (Norvège) .....	27
Lachs, Manfred (Pologne) .....	30
Manner, Eero Johannes (Finlande) .....	32
Mosler, Hermann (République fédérale d'Allemagne) .....	35
Oda, Shigeru (Japon) .....	37
Onyeama, Charles D. (Nigéria) .....	41
Petrén, Sture (Suède) .....	42
Razafindralambo, Edilbert (Madagascar) .....	44
Ruiz Tejada, Ramón (République Dominicaine) .....	47
Tabibi, Abdul Hakim (Afghanistan) .....	49
Tarazi, Salah El Dine (Syrie) .....	54
Verosta, Stephan (Autriche) .....	56
Waiyaki, Mugo (Kenya) .....	62
Weeks, Rocheforte L. (Libéria) .....	63
Yasseen, Mustafa Kamil (Irak) .....	65

\* A/10150.

A/10183  
S/11803  
Français  
Page 2

## I. INTRODUCTION

Le Secrétaire général a l'honneur de soumettre à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité la notice biographique des candidats présentés par les groupes nationaux à l'élection qui aura lieu au cours de la trentième session ordinaire de l'Assemblée générale en vue de pourvoir les cinq sièges de la Cour internationale de Justice qui seront vacants à partir du 5 février 1976. La liste des candidats désignés figure dans le document A/10182-S/11802 et Corr.1.

## II. NOTICES BIOGRAPHIQUES

ALVAREZ AYBAR, Ambrosio  
(République Dominicaine)

[Original : espagnol]

Né à Santo Domingo de Guzmán le 3 août 1910. Licencié en droit à l'Université de Saint-Domingue en 1932. Marié à Eridania Gil de Alvarez; trois enfants : Roberto, Gustavo et Ana Patricia. Exerce actuellement la profession d'avocat, Conseiller juridique et économique de la Banque nationale du logement, Membre Ambassadeur de la Commission consultative du Secrétariat d'Etat aux relations extérieures et Conseiller juridique du rectorat de l'Université nationale Pedro Henríquez Ureña.

### Postes à l'étranger

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant suppléant de la République Dominicaine auprès de l'Organisation des Nations Unies (Décrets 1448 et 1678 des 25 janvier et 24 avril 1956 respectivement), et membre du Comité juridique interaméricain de jurisconsultes de Rio de Janeiro de 1955 à 1962.

### Réunions internationales

Conférence interaméricaine sur les problèmes de la guerre et de la paix, Mexico, 1945; réunion du Fonds monétaire international et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Paris, 1950; Secrétaire général de la Conférence interaméricaine spécialisée sur la conservation des ressources naturelles; le plateau continental et les eaux océaniques, Santo Domingo de Guzmán, 15-28 mars 1956; vingt et unième session du Conseil économique et social, New York, 1956; Délégué aux pourparlers préliminaires sur le commerce international du cacao, New York, 3-4 mai 1956; Vice-Président de la délégation dominicaine à la Conférence sur le sucre, mai 1956; Représentant suppléant à la réunion du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression, New York, octobre 1956. Représentant aux sessions extraordinaires d'urgence de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1956-1957; Représentant à la onzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1956-1957, New York (a occupé la vice-présidence du Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif); Chef de la délégation dominicaine à la Conférence sur le droit de la mer (régime juridique de la mer), Genève, février-avril 1958. Chef de la délégation dominicaine à la quarante et unième réunion (maritime) de la Conférence internationale du Travail, Genève, 29 avril-14 mai 1958; Représentant à la douzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York, 1958-1959; Représentant à la deuxième Conférence interaméricaine extraordinaire, Rio de Janeiro, 17-20 novembre 1965.

### Fonctions occupées dans le pays (administration)

Chef de la Division des frontières au Ministère des relations extérieures, 1941-1945, Membre de la section dominicaine de la Commission dominico-haïtienne de délimitation de la frontière, 1942. Sous-Secrétaire d'Etat aux relations

extérieures, 1945-1947; Directeur et professeur à l'Ecole diplomatique et consulaire dépendant du Ministère des relations extérieures, 1945-1946; Membre de la Commission consultative permanente des relations extérieures, 1947; Secrétaire de la Banque de réserves de la République Dominicaine, 1947-1948; Vice-Gouverneur de la Banque centrale de la République Dominicaine, 1948-1951; Assistant civil du Président de la République Dominicaine, 1951; Secrétaire, puis membre, de la Commission nationale pour la codification du droit international en Amérique, 1941-1944 et 1955-1956. Ambassadeur, Chef des affaires de l'ONU, de l'OEA et des conférences internationales du Secrétariat d'Etat aux relations extérieures, 1955-56; Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire affecté au Secrétariat d'Etat aux relations extérieures, janvier 1959; Sous-Secrétaire d'Etat à la justice, février 1959; Ambassadeur chargé de la Division des études internationales du Secrétariat d'Etat aux relations extérieures, 1959; Recteur de l'Université de Saint-Domingue, 1960; Conseiller juridique auprès de l'exécutif, 1960-1961; Secrétaire d'Etat aux relations extérieures, juillet 1961-janvier 1962; Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Saint-Domingue depuis 1946 et doyen de la Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université nationale Pedro Henríquez Ureña, avril 1966-février 1974.

#### Missions spéciales

Représentant du Président de la République Dominicaine auprès des présidents des nations du continent américain, 1er mai-30 juillet 1966.

#### Fonctions judiciaires

Juge à la Cour suprême de justice, 1951-1955.

#### Ouvrages

"Algunas Palabras sobre nuestra Moneda"  
"La Política Social de la República Dominicana"

#### Publications dans des revues

Article consacré à la révision de la Charte des Nations Unies (Bulletin du Secrétariat aux relations extérieures, No 74 - pages 12 à 32, octobre-décembre 1955).

Article exposant la position de la République Dominicaine devant le Comité pour la question de la définition de l'agression (Bulletin du Secrétariat aux relations extérieures, No 78, pages 65 à 68, janvier-mars 1957).

#### Publications dans des journaux

Divers articles, comme ceux concernant la Doctrine Betancourt, etc., et environ 250 articles parus régulièrement du 4 septembre 1970 au 30 juin 1973.

### Références

Dans l'ouvrage intitulé "Agression and World Order", a critique of United Nations Theories of Agression, par Julius Stone. Voir page 18, deuxième partie, Note 7.

Dans l'ouvrage intitulé "La définition de l'agression" (exposé objectif) d'Eugène Aroneanu. Voir page 379, Nos 275, 280, 290 et 292.

### Fonctions honorifiques

Parmi les dernières fonctions honorifiques et temporaires qu'il a occupées, on peut citer sa participation à la Commission chargée d'étudier la loi sur la tutelle présentée en 1968, ainsi qu'il ressort du décret No 2879, publié au Journal officiel No 9114 de 1968; et sa participation à la commission qui sera chargée d'étudier les problèmes que pose la pollution de l'environnement, ainsi qu'il ressort du décret No 2587 du 4 septembre 1972, publié dans le Journal officiel No 9279 du 21 octobre 1972.

ANIN, Patrick Dankwa  
(Ghana)

/Original : anglais/

Fonctions actuelles : JUGE A LA COUR D'APPEL DU GHANA

Né le 27 juillet 1928 à Bekwai, Ashanti (Ghana)

Nationalité : Ghanéenne

Formation :

1. Achimota College : enseignement primaire, secondaire et postsecondaire.
2. Sewlyn College, Université de Cambridge (Grande-Bretagne) - 1949 à 1952  
B.A. avec honours (histoire moderne et organisations internationales et droit international) - 1952.  
M.A. de l'Université de Cambridge (1955).
3. London School of Economics - 1952-1955.  
LL.B. avec honours.
4. Middle Temple, Londres - Admis le 20 octobre 1952.

Distinctions professionnelles :

- a. Admis au Barreau du Royaume-Uni le 7 février 1956.
- b. Admis au Barreau de la Côte de l'or (Ghana) le 4 avril 1956.
- c. A exercé les fonctions de Barrister-at-law et Solicitor à la Cour suprême de la Côte de l'or (Ghana) de 1956 à 1967.

Postes gouvernementaux :

1. Commissaire aux transports et aux communications du Ghana de juillet 1967 à février 1968.
2. Commissaire aux affaires étrangères du Ghana de février 1968 à septembre 1969.
3. Membre de la Commission électorale du Ghana de 1966 à 1967.
4. Directeur de la Banque du Ghana de 1966 à 1967.

/...

5. Membre de la délégation ghanéenne à la Conférence des premiers ministres du Commonwealth en 1969.
6. Président de la Commission nationale d'enquête sur la corruption, 1970.

Fonctions judiciaires :

1. Juge à la Cour d'appel du Ghana depuis le 1er octobre 1969.
2. Juge à la Cour suprême du Ghana depuis le 22 mai 1971.
3. Depuis la réorganisation du système judiciaire ghanéen en 1972, de nouveau nommé Juge à la Cour d'appel, qui est maintenant le tribunal suprême du Ghana.

Expérience en matière d'arbitrage :

Membre de la délégation ghanéenne à la Commission consultative de l'OUA sur le Nigéria (différend entre la République fédérale du Nigéria et le Biafra).

ONU et OUA :

1. Chef de la délégation ghanéenne à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies en 1968.
2. Chef de la délégation ghanéenne aux conférences au sommet de l'OUA en 1968 et 1969.
3. Chef de la délégation ghanéenne au Séminaire de l'ONU sur les droits de l'homme qui s'est tenu en octobre 1973 en République-Unie de Tanzanie.
4. Membre de la délégation ghanéenne au Groupe d'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Washington).

BINDSCHEDLER, Rudolf L.  
(Suisse)

/Original : français/

Né le 8 juillet 1915 à Zurich. Etudes de droit à Zurich et à Paris; 1939, docteur en droit de l'Université de Zurich, 1943, brevet d'avocat de Zurich.

De 1940 à 1942, greffier extraordinaire au Tribunal de district de Zurich. Entré au service du Département politique fédéral en 1943; depuis 1949 chef du Service juridique, depuis 1961 jurisconsulte de ce département avec le titre d'Ambassadeur plénipotentiaire.

Membre de la Cour permanente d'arbitrage depuis 1963, de la liste d'arbitres prévue par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats du 18 mars 1965, depuis 1968; de la Commission d'arbitrage prévue par l'Accord entre la Suède et l'URSS du 7 septembre 1940 sur l'échange des marchandises et des paiements, depuis 1969.

1948 membre, 1955 président de la Commission suisse des indemnités de nationalisation.

Membre ou chef des délégations suisses à de nombreuses négociations internationales; entre autres, membre de la délégation suisse pour l'aménagement du Doubs, depuis 1952; des délégations pour les accords concernant les indemnités de nationalisation avec la Yougoslavie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, 1948-1950; les trois conventions avec la France sur des rectifications de frontières, 1953; de la délégation à la Conférence de Londres sur les dettes allemandes, 1952-1953; aux Conférences de Genève sur le droit de la mer, 1958 et ] conseiller de l'Agent suisse pour la procédure de conciliation avec l'Italie concernant l'impôt extraordinaire sur la fortune, 1956; membre de la délégation suisse pour les négociations avec les communautés européennes concernant la conclusion d'un accord de libre-échange, 1970-1972.

Chef de la délégation suisse qui a conclu la Convention avec la France du 25 avril 1956 sur l'aménagement de l'aéroport de Genève-Cointrin, et les Conventions du 23 août 1963 sur l'aménagement hydro-électrique d'Emosson et une rectification de frontière dans cette région, ainsi que les Conventions avec la République fédérale d'Allemagne du 23 novembre 1964 sur des rectifications de frontières et sur le statut de l'enclave de Busingen.

Chef suppléant de la délégation suisse aux Conférences de codification du droit international à Vienne sur les relations diplomatiques, 1961, sur les relations consulaires, 1963, et sur le droit des traités, 1968 et 1969. Chef de la délégation suisse à la Conférence des Etats non nucléaires, 1968; à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, depuis 1973; aux Conférences des experts gouvernementaux convoquées par le Comité international

de la Croix-Rouge, 1972-1973; à la Conférence diplomatique sur le droit humanitaire à Genève, depuis 1974, et à la Conférence des parties chargées de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, 1975.

1950 privat-docent, depuis 1956 professeur de droit international public à l'Université de Berne. Cours à l'Académie de droit international de La Haye sur "la protection de la propriété privée en droit international public", 1956, sur "la délimitation des compétences des Nations Unies", 1963.

Elu, en 1961, "associé" et, en 1971, "membre" de l'Institut de droit international.

### Publications

#### I. Ouvrages

Der Nationalitätswechsel der Aktiengesellschaft, Thèse de doctorat de Zurich, Aarau, 1940, 99 p.

Verstaatlichungsmassnahmen und Entschädigungspflicht nach Völkerrecht, Zurich, 1950, 127 p.

Rechtsfragen der europäischen Einigung. Ein Beitrag zu der Lehre von den Staatenverbindungen, Bâle, 1954, 424 p.

La protection de la propriété privée en droit international public. Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye, 90 (1956), p. 173-304.

La délimitation des compétences des Nations Unies. Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye 108 I (1963), p. 305-423.

Die Schweiz in der Völkergemeinschaft von morgen. Eidgenössische Zukunft, cahier 8, Berne 1969.

#### II. Articles

Handels- und Gewerbefreiheit und Vertragsfreiheit. Schweizerische Juristenzeitung, 38 (1942), p. 292-297.

Zur Frage der Kriegsverbrechen. Schweizerische Monatshefte, 24 (avril 1944), p. 15-25.

Die völkerrechtliche Stellung Deutschlands. Annuaire suisse de droit international, VI (1949), p. 37-64.

Das schweizerisch-ungarische Entschädigungsabkommen und die Rechtsstellung der Ausländer. Schweizerische Juristenzeitung, 46 (1950), p. 285-287.

Die bewaffnete Neutralität der Schweiz. Die Schweizer Armee von heute, Morat, 1953, p. 88-92.

Faut-il élever certaines légations suisses au rang d'ambassades? Economie, 1954, p. 131-138.

Recent decisions in Switzerland. International and Comparative Law Quarterly, 3 (1954).

Die Revision der Charta der Vereinigten Nationen und die Schweiz. Zeitschrift für Schweizerisches Recht, Nouvelle Série, 73 (1954), p. 329-359.

Grundfragen der kollektiven Sicherheit, Rechtsfragen der Internationalen Organisation. Festschrift für Hans Wehberg zu seinem 70. Geburtstag, Frankfurt a.M., 1956, p. 67-88.

Die Neutralität im modernen Völkerrecht. Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, 17 (1956), p. 1-37.

La Suisse et l'intégration de l'Europe. Annuaire européen, IV (1958), p. 193-213.

Neutralitätspolitische Probleme der schweizerischen Rüstung. Armee und Wirtschaft, Sonderdruck Schweizerische Handelszeitung, No 6 du 7 février 1957, p. 105-107.

Europäische Integration und schweizerische Neutralität. Schweizerische Handelszeitung, No 39a du 27 septembre 1957.

Neutral Switzerland's Role in European Organizations. European-Atlantic Review, 8 (printemps 1958), No 1, p. 28-30.

Die Schweiz und die Ferngeschosse - völkerrechtliche und aussenpolitische Probleme. Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift 1958, p. 402-413.

La défense nationale et la neutralité suisse. Notre armée, numéro spécial de la Nouvelle Revue de Lausanne, du 28 décembre 1958, p. 57-59.

Illusion und Wirklichkeit; Gegenwart und Zukunft des Völkerrechts. Jahrbuch für Internationales Recht 8 (mars 1959), p. 1-22.

Die europäische Integration. Schweizer Monatshefte 39 (novembre 1959), numéro spécial "Föderalismus in der heutigen Welt", p. 793-803.

Annexion	)	
Grundnorm	)	Wörterbuch des Völkerrechts und der
Internationale Organisation,	)	Diplomatie, 2e éd., 1961-62
Grundfragen	)	
Kollektivverträge	)	
Vorbehalt	)	

Staatenbund ) Herder's Staatslexikon, 6e éd.,  
Staatenverbindungen ) vol. 7, 1962

Die guten Dienste der Schweiz 1939-1945. Die Schweiz im Zweiten Weltkrieg, Thoune 1959, p. 127-133.

Zum Problem der Grundnorm. Völkerrecht und rechtliches Weltbild. Festschrift für Alfred Verdross, Vienne 1960, p. 67-76.

Die Wiener Konvention über die diplomatischen Beziehungen. Schweizerisches Jahrbuch für Internationales Recht, XVIII (1961), p. 29-44.

Die Anerkennung im Völkerrecht. Archiv des Völkerrechts 9 (1962), p. 377-397; également dans Berichte der Deutschen Gesellschaft für Völkerrecht, cahier 4, 1962, p. 1-38.

Grundlagen der schweizerischen Aussenpolitik. Schweizer Monatshefte 43 (1963), p. 2-20; également dans Oesterreichische Zeitschrift für Aussenpolitik, cahier 2/3 (1964), p. 75-96.

Neutralismus, Evangelisches Staatslexikon, 1966, p. 1366-1368.

Neutralität, Evangelisches Staatslexikon, 1966, p. 1368-1371.

La fonction de la guerre dans la société internationale. Revue militaire générale, cahier 8 (1966), p. 402-414, et 9 (1966), p. 453-469.

Die Schweiz und der Atomsperrvertrag. Neutralität und rechtliche Aspekte. "Weltwoche", No 1774 du 10.11.1967, p. 9.

Das Problem der Beteiligung der Schweiz an Sanktionen der Vereinigten Nationen, besonders im Falle Rhodesiens. Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, 28 (1968), p. 1-15.

Oesterreich und die Vereinten Nationen. Schweizer Monatshefte 48 (1968), p. 703-706.

Betrachtungen über die Souveränität. Recueil d'études de droit international, en hommage à Paul Guggenheim, Genève 1968, p. 167-183.

Das Völkerrecht und die Nuklearwaffen. Festschrift Fragistas, Thessalonique, 1968, p. 491-505.

Die Vereinigten Nationen und das Kriegsrecht. Mélanges offerts à Juraj Andrassy, La Haye, 1968, p. 78-87.

Völkerrechtliche Verträge und Zwang. Libro-homenaje a Antonio de Luna, Madrid, 1969, p. 3-13.

Die Unterscheidung zwischen Zivilbevölkerung und bewaffneten Kräften - ein Grundproblem des Kriegsrechts in der heutigen Zeit. Internationale Festschrift für Alfred Verdross zum 80. Geburtstag, Munich/Salzburg, 1971, p. 55-69.

Chapitre 6 "Schweiz" dans série d'articles "Die Vollziehung völkerrechtlicher Verträge in den EFTA-Staaten". EFTA-Bulletin No 9/1971, p. 8-10.

Contribution au numéro spécial "Wehrbereitschaft, Rüstungsproduktion und Waffenausfuhr" dans "Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift", 138e année, No 6, juin 1972, p. 329-331.

Frieden, Krieg und Neutralität im Völkerrecht der Gegenwart. Multitudo Legum Ius Unum, Festschrift für Wilhelm Wengler zu seinem 65. Geburtstag. Vol. I, Allgemeine Rechtslehre und Völkerrecht, Berlin, 1973, p. 27-49.

Die Zukunft des Kriegsrechts. Festschrift für Friedrich Berber zum 75. Geburtstag, Munich, 1973, p. 61-74.

Ein europäisches System der friedlichen Streiterledigung. Der schweizerische Vorschlag zuhanden der Sicherheitskonferenz. "Neue Zürcher Zeitung" No 180 du 17 avril 1973 II.

Le règlement pacifique des différends : une constante de la politique suisse. "Gazette de Lausanne" No 95 du 25 avril 1973.

To which Extent and for which Questions is it Advisable to Provide for the Settlement of International Legal Disputes by other Organs than Permanent Courts? Judicial Settlement of International Disputes - An International Symposium (Max-Planck-Institute for Comparative Public Law and International Law), Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht, vol. 62 (1974), p. 133-145.

La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et le règlement pacifique des différends. Dans volume "Comunicazione e Studi" en hommage du pr Gaetano Morelli (paraîtra prochainement).

"Internationaler Bezugsrahmen der schweizerischen Aussenpolitik" et "Verfahren zur friedlichen Streiterledigung" dans "Handbuch der schweizerischen Aussenpolitik" (paraîtra prochainement).

COLE, Christopher Okoro Elnathan Eustace  
(Sierra Leone)

/Original : anglais/

Date de naissance

17 avril 1921

Etudes

CMS (actuellement Sierra Leone) Grammar School; London School et Economics LL.B (Londres) 1946; inscrit au Barreau (Honourable Society of the Middle Temple, Angleterre) en mai 1946.

Carrière

Cabinet d'avocat, Sierra Leone, 1946-1951; Maître de conférences de droit à temps partiel (Fourah Bay College), University College of Sierra Leone, 1947-1951; Police Magistrate, 1er octobre 1951; City Solicitor du Conseil municipal de Freetown, septembre 1951; Greffier par intérim de la Cour Suprême, 1951; Commissaire aux serments; Conseil de la Couronne, 31 janvier 1955; Directeur du Ministère public, 1er octobre 1957; a exercé les fonctions de ministre de la justice : a) le 16 octobre 1957; b) du 11 avril 1960 à février 1961; Juge à la Cour Suprême de la Sierra Leone, 1er décembre 1960; a exercé les fonctions de chef de la magistrature en Gambie, Afrique occidentale, de juin à décembre 1962; a exercé les fonctions de chef de la magistrature de la Sierra Leone, du 21 septembre 1963 à janvier 1967; nommé membre de l'Ordre de l'Empire britannique en 1964; Président de la Commission d'enquête Cole créée par le gouvernement pour examiner les comptes de la Sierra Leone, 1960-1961; Membre de la Commission de la magistrature; Président de la Commission de la magistrature; Président de la Commission des procédures judiciaires; Vice-Président pour l'Afrique de l'Association mondiale de juges de 1969 à ce jour; chargé de l'administration des affaires de la Sierra Leone en janvier 1969 et de septembre à octobre 1969, en septembre 1970 et en avril 1971; compagnon de l'Ordre de St-Michel et de St-Georges en juin 1970; premier Chef de la magistrature de la République de la Sierra Leone de 1971 à ce jour; premier Président d'honneur de la République de la Sierra Leone, avril 1971; décoré de l'Ordre de la République de la Sierra Leone en janvier 1974; Président national de l'Association de la Croix-Rouge de la Sierra Leone; nommé Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Sierra Leone aux Etats-Unis, janvier 1967-janvier 1968; nommé Ambassadeur et Représentant permanent de la Sierra Leone auprès de l'Organisation des Nations Unies, janvier 1967-septembre 1968; Expert consultant pour le Séminaire des Nations Unies de 1972 sur les droits de l'homme dans l'administration de la justice criminelle; chargé de cours à l'Institut des Nations Unies en Asie et en Extrême-Orient pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (1972).

/...

A/10183

S/11803

Français

Page 14

### Activités internationales

Conférence sur la paix mondiale par le droit - Athènes, 1963; Conférence sur le droit du Commonwealth et de l'Empire - Australie 1965 et Inde 1971; Conférence de plénipotentiaires sur le droit des traités, Vienne (Autrichs), 1968; Membre du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, Organisation des Nations Unies, New York, 1967; a siégé à la Sixième Commission lors de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1967.

### Etat civil

Marié, quatre enfants.

### Loisirs

Tennis, lecture et jardinage.

ELIAS, Taslim Olawale  
(Nigéria)

/Original : anglais/

Date de naissance

11 novembre 1914.

Ecoles et institutions fréquentées

CMS Grammar School, Lagos; Igbobi College, Yaba (Nigéria); University College, Université de Londres (Angleterre); Conseil d'études juridiques, Londres; Institut d'études juridiques supérieures, Université de Londres.

Titres universitaires (sur examen)

B.A. (Londres), 1944; LL.B. (mention), Londres, 1946; Barrister-at-Law, avril 1947; Yarborough-Anderson Scholar of the Inner Temple, 1946-1949; LL.M. (Londres), 1947; University of London Postgraduate Scholar, 1947-1949; Ph.D. (Londres), 1949; LL.D. (Londres), 1962.

Diplômes honoris causa

Docteur en droit (Dakar), 1964; D.Litt. (Ibadan), 1969; LL.D. (A.B.U.), 1972; D.Litt. (Nsukka), 1973; D.Litt. (Lagos), 1974; LL.D. (Ile-Ife), 1974.

Bourses de recherches

Bourses de l'UNESCO pour effectuer des recherches sur divers aspects des problèmes juridiques, sociaux et économiques de l'Afrique (1951).

Simon Research Fellow de l'Université de Manchester (1951-1953).

Oppenheimer Research Fellow à l'Institut des études du Commonwealth et à Queen Elizabeth House (Université d'Oxford, 1954-1960).

Bourse de recherches à Nuffield College (Oxford, 1956).

Carrière professionnelle et universitaire

Conseiller juridique et travaux judiciaires (1949-1960) : Jurisconsulte constitutionnel aux Antilles britanniques (1959).

Jurisconsulte constitutionnel et conseiller juridique de la délégation de l'ancienne National Convention of Nigeria Citizens à Londres (1958).

/...

Jurisconsulte constitutionnel de la délégation somalie à Lancaster House, Londres (mars 1960).

Jurisconsulte constitutionnel et conseiller juridique auprès de M. Hastings Banda, chef de la délégation du Malawi Congress Party à la Conférence constitutionnelle pour le Nyassaland, réunie à Londres (juillet 1960).

Président de la Commission d'enquête chargée d'étudier la gestion, les finances et les relations de travail de la Société des chemins de fer nigériens (mai-juillet 1960).

Conférencier Lugard pour 1958 sur l'invitation de la Nigeria Broadcasting Corporation (conférences enregistrées par la BBC à Londres).

A été, à Londres, de 1950 à 1957, le seul membre africain du Comité consultatif du Secrétaire d'Etat britannique pour les coopératives dans les colonies.

Président de la Commission des bourses (à Londres) de l'ancien gouvernement de la région occidentale du Nigéria (1951-1955).

Membre, depuis 1949, de l'International African Institute (Londres).

Elu Fellow de la Royal Society of Arts, Londres, depuis 1947.

Président du Conseil d'études juridiques du Nigéria depuis avril 1973 et membre de ce conseil de 1962 à 1972.

Président du Conseil d'administration du Nigerian Institute of International Affairs depuis avril 1972 et membre de ce conseil depuis 1961.

Président du Comité des archives nationales depuis 1972.

Président du National Youth Trust depuis 1972.

Président du Comité judiciaire consultatif depuis 1972.

Président du Corps des doyens des facultés de droit, 1973.

Président de la Commission d'examen des privilèges des praticiens du droit depuis 1974.

### Carrière internationale

Président du groupe de juristes constitutionnels et d'experts juridiques chargé par l'ONU d'aider à la rédaction de la Constitution du Congo (Léopoldville) d'août à septembre 1961, et à nouveau en août et septembre 1962.

Nommé rapporteur général pour la Conférence africaine sur le règne du droit réunie sous les auspices de la Commission internationale de juristes (Genève) à Lagos, en janvier 1961.

Elu membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies en novembre 1961.

Elu membre de l'Association du droit international (Londres) en 1965.

Elu membre de l'American Society of International Law en 1965.

Nommé rapporteur pour la dix-septième session (première et deuxième parties) de la Commission du droit international à Genève et Monaco en mai 1965 et janvier 1966 respectivement.

Elu membre associé de l'Institut de droit international (Genève), en septembre 1969.

Elu président de la vingt-deuxième session de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies (4 mai-10 juillet 1970).

Elu membre honoraire de l'American Society of International Law le 13 avril 1973.

Elu membre du Conseil exécutif de la Commission internationale de juristes (Genève), en mars 1975.

Elu, le 10 mai 1975, membre à vie du Curatorium de l'Académie de droit international de La Haye.

Elu, le 25 juillet 1975, Président de l'Association mondiale de juges, en remplacement de M. Earl Warren, ancien Président de la Cour suprême des Etats-Unis, décédé.

### Carrière universitaire

Professeur invité de sciences politiques à l'Université de Delhi (1956).

Directeur de l'Ecole d'études orientales et africaines de l'Université de Londres de 1957 à 1960.

Membre du Conseil d'administration de l'Université du Nigéria, Nsukka, de 1959 à 1966.

Professeur de droit et doyen de la faculté de droit de l'Université de Lagos d'avril 1966 à septembre 1972.

Rédacteur en chef, depuis 1968, du Nigerian Law Journal, publié conjointement par toutes les facultés de droit des universités nigérianes.

### Carrière publique

Nommé premier Attorney-General de la République fédérale du Nigéria et Ministre de la justice (octobre 1960 au 15 janvier 1966).

Nommé de nouveau Attorney-General de la République fédérale du Nigéria le 15 octobre 1966, et également nommé au Conseil exécutif fédéral en qualité de Commissaire à la justice (12 juin 1967 au 18 février 1972).

Nommé Chief Justice de la République fédérale du Nigéria le 19 février 1972.

### Distinctions et titre honorifiques

En janvier 1961, a été nommé Queen's Counsel (Q.C.).

En mai 1962, l'Université de Dakar (Sénégal) lui a décerné le titre de docteur honoris causa (droit).

Le 1er octobre 1963, a été nommé Commandeur de la République fédérale du Nigéria (C.F.R.).

En novembre 1969, l'Université d'Ibadan (Nigéria) lui a décerné le titre de docteur honoris causa (lettres).

Le 2 décembre 1972, l'Université Ahmadu Bello (Nigéria) lui a décerné le titre de docteur honoris causa (droit).

En décembre 1973, l'Université du Nigéria (Nsukka) lui a décerné le titre de docteur honoris causa (lettres).

En janvier 1974, l'Université de Lagos lui a décerné le titre de docteur honoris causa (lettres).

En octobre 1974, l'Université d'Ife lui a décerné le titre de docteur honoris causa (droit).

### Conférences

Rapporteur à la Conférence de Lagos sur le "Règne du droit" organisée par la Commission internationale de juristes, en janvier 1961.

Délégué à la Conférence africaine sur "La paix mondiale par le règne du droit" réunie à Lagos (Nigéria) en décembre 1961.

A participé à la Conférence sur "Les études juridiques en Afrique" tenue à Accra (Ghana) en janvier 1962.

Chef de la délégation nigérienne à la Conférence des Etats riverains du Niger, organisée à Niamey (République du Niger) en février 1963.

A participé au Colloque sur le droit africain et les institutions politiques en Afrique, tenu à l'Université de Californie (Los Angeles) en février 1963.

A participé à la Conférence sur "La paix mondiale par le règne du droit", tenue à Athènes de juin à juillet 1963.

Chef de la délégation nigériane à la Conférence sur "La paix mondiale par le règne du droit", tenue à Abidjan (Côte d'Ivoire) en août 1973.

Membre nigérian du Comité d'experts qui a rédigé la Charte de l'OUA à Addis-Abeba en mai 1963.

Chef de la délégation nigériane à la Conférence des conseillers juridiques, organisée par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, réunie à Addis-Abeba (Ethiopie), en décembre 1963, pour examiner le projet de convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats.

Président du Comité d'expert de l'OUA, qui a rédigé le protocole de médiation, de conciliation et d'arbitrage au Caire, en avril 1964.

Chef de la délégation nigériane à la Conférence du Comité spécial des Nations Unies sur les principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, réunie à Mexico d'août à octobre 1964.

A participé à la troisième Empire and Commonwealth Law Conference, tenue à Sidney (Australie), d'août à septembre 1965. A également assisté à la quatrième Commonwealth Law Conference, tenue à New Delhi (Inde) du 6 au 13 janvier 1971.

A participé à la Conference of Chief Justices and Law Ministers, réunie à Canberra (Australie) en septembre 1965.

Président de la Conférence africaine sur "International Law and African Problems", réunie à Lagos du 14 au 18 mars 1967 sous les auspices du Nigerian Institute of International Affairs et de la Dotation Carnegie pour la paix internationale (New York).

Président du Comité national nigérian pour l'Année internationale des droits de l'homme (décembre 1967-décembre 1968)

Président du Comité plénier de la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités réunie à Vienne (Autriche) du 26 mars au 24 mai 1968 et du 9 avril au 23 mai 1969.

Président de la Société nigériane de droit international depuis le mois de juillet 1968.

Président du Conseil exécutif de l'African Institute of International Law, c/o Nigerian Institute of International Affairs, Lagos (créé au mois de juin 1968);

A participé à la douzième session du Comité juridique consultatif africano-asiatique, tenue à Colombo (Sri Lanka) du 18 au 28 janvier 1971, en tant que Président de la Commission du droit international et chef de la délégation nigériane.

A participé au Colloque sur l'avenir de la Cour internationale de Justice, tenu à l'Institut Max Planck de l'Université de Heidelberg (République fédérale d'Allemagne), en juillet 1972.

Président de la treizième session du Comité juridique consultatif africano-asiatique, tenue à Lagos (Nigéria) en janvier 1972.

#### Activités au Conseil privé et à la Cour suprême

(Voir le compte rendu de certaines affaires dont ces deux instances ont eu à connaître dans l'article intitulé Office and Duties of the Federal Attorney-General in Nigeria, dans le Nigerian Law Journal, vol. 6, 1972, p. 149 à 160.)

#### Cour internationale de Justice

A dirigé l'équipe de juristes de l'OUA qui a comparu devant la Cour internationale de Justice au cours de la procédure orale relative à la question que le Conseil de sécurité avait soumise à celle-ci, à savoir : "Quelles sont les conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie, nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité?". La Haye, 8 février au 5 mars 1971.

#### Conférences de La Haye

a) A donné une série de conférences consacrée aux "Problèmes concernant la validité des traités" du 2 au 6 août 1971, à La Haye (Pays-Bas).

b) A donné une série de conférences de La Haye sur "Les aspects de la Convention de Vienne sur le droit des traités", à Yaoundé (République-Unie du Cameroun) du 22 janvier au 9 février 1973.

#### Conférences du Ghana

A assuré en 1975 les cinq conférences patronnées par la Fondation Aggrey-Fraser-Guggisberg et ayant pour thème la procédure judiciaire dans les pays africains du Commonwealth, à l'Université du Ghana, du 15 au 25 mars 1975.

#### Conférences de la Trinité-et-Tobago

Deux conférences intitulées "The Right to a Fair Trial" et "Legal and Judicial Officers in the Newer Commonwealth", du 24 au 29 juillet 1975.

Malaisie : Discours prononcé devant la Conference of the Commonwealth Magistrates' Association

The State, the Judiciary and the Administration of Justice à Kuala Lumpur,  
le 11 août 1975.

Ouvrages

1. Nigerian Land and Custom (Première édition 1951, troisième édition 1962).  
Routledge and Kegan Paul Ltd., Londres E. C. 4.
2. Groundwork of Nigerian Law, 1954; mis à jour sous le titre Nigerian Legal System, 1963. Routledge and Kegan Paul Ltd., Londres E. C. 4.
3. Nature of African Customary Law (Editions de 1956 et 1962), Manchester University Press. Publié également en français (Présence africaine, Paris, 1961) et en russe (1960).
4. British Colonial Law - A comparative Study, 1962, Stevens and Sons, Londres, E. C. 4.
5. Ghana and Sierra Leone : Development of their Laws and Constitutions, 1962, Stevens and Sons, Londres, E. C. 4 (No 10 de la British Commonwealth Series).
6. Government and Politics in Africa (Editions de 1961 et 1963), Asia Publishing House, The Strand, Londres, W. C. 2.
7. Nigeria : Development of its Laws and Constitution, 1967, Stevens and Sons, Londres, E. C. 4 (No 14 de la British Commonwealth Series).
8. Impact of English Law upon Nigerian Customary Law, 1960, Nigerian Government Printer, Lagos.
9. Makers of Nigerian Law, 1956. En vente chez Sweet and Maxwell Ltd., Londres.
10. Contribution à International Law in a Changing World, 1963, Oceana Publications, New York.
11. Contribution à Sovereignty within the Law, 1965, Oceana Publications, New York.
12. Contribution à Law, Justice and Equity, Pitmans Ltd., Londres, 1967.
13. Contribution à African Laws : Adaptation and Development, 1965, University of California Press, Etats-Unis d'Amérique.
14. Contribution à Public and Private Enterprise in Mixed Economics, Sweet and Maxwell Ltd., Londres, 1974.

15. Contribution à Judicial Settlement of International Disputes (Institut Max Planck de droit public et de droit international comparés, Springer Verlag, Berlin, Heidelberg), New York, 1974.
16. (Ed.) Nigerian Prison System, Université de Lagos, Lagos, 1968
17. (Ed.) Nigerian Press Law, Evans Bros. Ltd., Londres, 1969.
18. (Ed.) The Nigerian Magistrate and the Offender, Ethiope Publishing Corporation, Benin City, Nigéria, 1972.
19. (Ed.) Law and Social Change in Nigeria, Evans Bros., Ltd., Londres, 1972.
20. Africa and the Development of International Law, 1972, A. W. Sijthoff, Leyden, Pays-Bas, et Oceana Publications, New York.
21. Problems Concerning the Validity of Treaties, 1972, Académie de droit international de La Haye, Pays-Bas.
22. Law in a Developing Society, Ethiope Publishing Corporation, Benin City, Nigéria, 1973.
23. Cases and Materials on Nigerian Land Law, Ethiope Publishing Corporation, Benin City (A paraître).
24. Rubriques consacrées au Droit dans African Encyclopaedia, Oxford University Press, Angleterre, 1973.
25. The Modern Law of Treaties, A. W. Sijthoff, Leyden, Pays-Bas, et Oceana Publications, New York, 1974.

#### Articles

1. The Berlin Treaty and the River Niger Commission, publié dans American Journal of International Law, octobre 1963, vol. 37, No 4.
2. Quelques considérations relatives à l'administration de la justice pénale dans le Nigéria dans la Revue internationale de politique criminelle, No 20, 1963.
3. The Charter of the Organization of African Unity, publié dans American Journal of International Law, vol. 59, No 2, avril 1965.
4. The Commission of Mediation, Conciliation and Arbitration of the OAU, publié dans British Yearbook of International Law, 1964.
5. The Law of Foreign Investment in Africa, publié dans le Nigeria Bar Journal, juin 1966.

6. Liberté de réunion et d'association, publié dans la Revue de la Commission internationale de juristes, Genève, janvier 1968.
7. Rapport demandé par la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies en vue de la Conférence internationale des droits de l'homme, réunie à Téhéran du 22 avril au 13 mai 1968.
8. The Association Agreement between E. E. C. and the Federal Republic of Nigeria, publié dans le Journal of World Trade Law, avril 1968.
9. The Commonwealth in Africa, conférence prononcée à l'Université de Londres, publiée dans Modern Law Review, mai 1968.
10. Law in a Developing Society, discours d'ouverture prononcé à l'Université de Lagos, en janvier 1969.
11. A Report on Problems of Penology in Nigeria, Revue internationale de droit pénal, numéro spécial, 39ème année, Editions Cujas, Paris, 1968, p. 203 à 211 (Bulletin de l'Association internationale de droit pénal).
12. The Romance of Libraries and the Nigerian Objectives, conférence prononcée le 1er avril 1970 dans le cadre des conférences annuelles données devant la Nigerian Association of Librarians, au College of Education Auditorium, Université de Lagos.
13. The Legality of the OAU Resolution of 5 December 1965 on Rhodesia, Nigerian Law Journal (1969), vol. 3, p. 1 à 12.
14. The Nigerian Crisis in International Law, discours présidentiel prononcé à l'occasion du deuxième dîner annuel de la Société nigériane de droit international, qui a eu lieu le 20 mars 1970 au Bristol Hotel, Lagos. Voir également le Nigerian Law Journal, vol. 4, 1970, p. 1 à 14.
15. The Objectives of Legal Education in Post War Nigeria, conférence prononcée le 22 mars 1970 devant la Nigerian Association of University Teachers à l'occasion de sa conférence réunie à la Nigerian Law School, Victoria Island, Lagos.
16. Les formes traditionnelles de participation populaire en matière de défense sociale, Revue internationale de politique criminelle, No 27, 1969, p. 19 à 25, Genève.
17. The New States and the United Nations, publié dans Foro International vol. XI, No 2, octobre-décembre 1970.
18. The Contribution of Telecommunications and Direct Satellite Broadcasting to Technical Assistance and Nation-Building in the "New" Countries, publié dans International Law of Communication, octobre 1970.

19. Modern Sources of International Law, publié dans Transnational Law Today (Essais présentés au juge Philip Jessup), 1972, Columbia University Press.
20. The Office and Duties of the Federal Attorney-General in Nigeria, publié dans le Nigerian Law Journal, vol. 6, 1972, p. 149 à 160.
21. Emergency in Malaysia and in Nigeria, publié dans le Nigerian Law Journal, vol. 5, 1971, p. 159 à 161.
22. Military Decrees in Nigeria and Ghana, publié dans le Nigerian Law Journal, vol. 5, 1971, p. 129 à 132.
23. Perspectives for Nigerian Journalism, discours prononcé au Nigerian Institute of Journalism, 1972.
24. The Nigerian Legal Profession : the last ten years and the next, discours prononcé à la Nigerian Bar Association's Conference, le 16 août 1973.
25. How the Supreme Court Works, discours prononcé devant le Mid-West Public Service Forum, Benin City, le 12 octobre 1973.
26. Nigeria in African Affairs, discours prononcé devant la King's College Old Boys' Association (Section d'Ibadan Branch), le 26 octobre 1973.
27. The Supreme Court and the Aftermath of the Nigerian Civil War, discours prononcé à la sixième Conférence annuelle de la société nigériane en droit international, le 23 mars 1974.
28. The Aims of a Good Education, discours prononcé à la Réunion annuelle de l'Adeola Odutola Comprehensive High School, Ijebu-Ode, le 16 juin 1974.
29. Aspects of the Law Relating to Banks and Banking in Nigeria, discours prononcé à l'occasion du onzième dîner-séminaire annuel de l'Institute of Bankers, le 14 septembre 1974.

FERNANDO, Thusew Samuel  
(Sri Lanka)

[Original : anglais]

M. Fernando est né le 5 août 1906. Il est marié et il a un fils.  
M. Fernando est bouddhiste.

Il a fait ses études au Royal College de Colombo à l'University College de Colombo et à celui de Londres. Il a obtenu le diplôme de Bachelor of Law de l'Université de Londres et celui de Barrister-at-law de Lincoln's Inn (1931). Il a été admis au Barreau de Ceylan en 1932 et nommé Queen's Counsel, en 1953. C.B.E. en 1955.

M. Fernando est actuellement Haut Commissaire de la République de Sri Lanka en Australie et Nouvelle-Zélande, en résidence à Canberra. Il est également membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye.

Au cours de sa brillante carrière de juriste, M. Fernando a été Crown Counsel (1936-1952), Solicitor-General (1952-1954) et Attorney-General de Ceylan (1954-1956) et, à ces divers postes, il a représenté l'Etat aussi bien à Ceylan qu'à l'étranger. En 1956, il a été nommé juge à la Cour suprême et, pendant les 12 années de son mandat, il a présidé aux travaux de cette cour, aussi bien en première instance qu'en appel. Avant de se retirer en 1968, il a exercé les fonctions de Chief Justice de Ceylan.

Aussitôt après avoir cessé ses fonctions à la Cour, il a été nommé premier Président de la Banque commerciale de Ceylan. Il a également exercé les fonctions de Président du Tribunal d'appel en matière d'indemnisation créé en vertu de la loi sur la réforme agraire.

Lorsque Ceylan est devenu République de Sri Lanka, M. Fernando a été rappelé de sa retraite pour prendre la direction du système judiciaire de la nouvelle République. En novembre 1971, il a été nommé Président de la Cour d'appel, qui a remplacé le Conseil privé en tant que Tribunal d'appel de dernière instance. Lorsque la nouvelle Constitution de Sri Lanka a été adoptée, M. Fernando a été nommé membre de la Cour constitutionnelle et il a présidé à ses travaux.

Pendant plusieurs années, M. Fernando a été le principal porte-parole de son pays sur les questions de droit international. Depuis 1960, il a dirigé la délégation ceylanaise à différentes sessions du Comité juridique consultatif africano-asiatique, à Bagdad, à Bangkok, à New Delhi, à Colombo et à Tokyo. Il a été élu en 1965 Vice-Président et en 1971 Président dudit Comité. En cette qualité, il a pris la parole à Genève devant la Commission du droit international lors de sa vingt-troisième session.

M. Fernando a fait partie de plusieurs commissions d'enquête, notamment la Commission internationale nommée par le Gouvernement ceylanais en 1963, chargée d'enquêter sur l'assassinat du Premier Ministre, M. S. W. R. D. Bandaranaike. Cette commission, dont il était Président, comprenait également M. Adel Younis de la République arabe unie et M. G. C. Mills-Odoi, du Ghana. En 1970, il a été nommé président de la Commission royale chargée d'enquêter sur les violations des lois fiscales de Ceylan et les tentatives de corruption de membres du Parlement dont était soupçonnée la principale société de presse du pays.

Lorsque le programme d'aide judiciaire a été lancé à Ceylan, M. Fernando a été invité à en présider le Conseil consultatif. Il a également, pendant plusieurs années, fait partie du Conseil de la magistrature, qui était chargé de nommer et de muter les juges et de veiller à la discipline dans la magistrature, et il a fait partie du Conseil de l'enseignement juridique. Il a été le représentant de Sri Lanka à un congrès de juristes qui s'est tenu à Nice (France) en 1972 et aux conférences sur l'enseignement du droit qui ont eu lieu à l'Université de Singapour en 1962 et à Bangalore en 1969.

M. Fernando a participé activement aux travaux de plusieurs organisations non gouvernementales. Il est Président de la Commission internationale de juristes ayant son siège à Genève. En 1966, il a été élu membre du Comité international de l'Institut pour l'homme et la science (New York). Il a participé aux conférences du Centre de la paix mondiale par le droit qui ont eu lieu à Tokyo, Athènes et Belgrade. Il a été invité par Fraternité mondiale dans le monde à participer à deux conférences sur les tensions dans les pays en voie de développement qui ont eu lieu à l'Université d'Oxford en 1961 et à Kuala Lumpur en 1964. Il a été Président de la Conférence des juristes des pays d'Asie et du Pacifique sur "les aspects dynamiques de la primauté du droit", qui a eu lieu à Bangkok en 1965, et du Colloque des pays de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique sur "la primauté du droit", qui a eu lieu à Colombo en 1966. Il a participé à deux congrès mondiaux de la Commission internationale de juristes, à New Delhi en 1959 et à Rio de Janeiro en 1962, à la Conférence des juristes africains qui s'est réunie à Dakar en 1967, à la Conférence des juristes nordiques sur le droit à la sauvegarde de la vie privée, qui a eu lieu à Stockholm en 1967, à la Conférence des juristes des pays d'Asie et du Pacifique sur la liberté de mouvement tenue à Bangalore en 1968, à la Conférence des juristes européens sur l'individu et l'Etat tenue à Strasbourg en 1968 et à la Conférence des juristes américains sur l'érosion de la primauté du droit qui a eu lieu dans le Colorado en 1971.

HAMBRO, Edvard  
(Norvège)

/Original : anglais/

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,  
Représentant permanent de la Norvège auprès de  
l'Organisation des Nations Unies et d'autres  
organisations internationales à Genève

Né à Oslo (Norvège) le 22 août 1911.

Diplômé en droit de l'Université d'Oslo (1934).

Docteur en sciences politiques de l'Université de Genève, Institut des hautes  
études internationales (1936).

Directeur du Département des relations internationales de l'Institut  
Christian Michelsen, à Bergen (Norvège) (1938-1940).

A été chargé de cours dans plusieurs universités d'Amérique du Nord et a  
travaillé dans le domaine de l'information aux Etats-Unis pour le Gouvernement  
norvégien (1940-1943).

Premier Secrétaire au Ministère des affaires étrangères de la Norvège à  
Londres (1943-1945).

Membre de la délégation norvégienne à la Conférence de San Francisco sur  
l'Organisation internationale (avril-juin 1945).

Chef de la Section juridique du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies  
à Londres (1945-1946).

Greffier de la Cour internationale de Justice, 1946-1953.

Chargé de cours puis professeur de droit à l'Ecole norvégienne de sciences  
économiques et d'administration commerciale (Bergen) (1953-1966).

Chargé de cours à l'Université de Cambridge (1953-1954) et professeur  
chargé de cours à l'Université de Californie à Berkeley (1958). A enseigné  
à l'Académie de droit international de La Haye en 1950 et 1962. Professeur  
chargé de cours à l'Université d'Oslo (1972-1973).

A dirigé les deux premiers séminaires Dag Hammarskjöld organisés sous les  
auspices de l'Académie de droit international de La Haye (1961 et 1962).

Conférencier lors de la première session extérieure de l'Académie de droit  
international de La Haye, tenue à Rabat (Maroc) (1969) et lors de la huitième  
session extérieure, tenue à Bangkok (Thaïlande) (1974).

Membre du Parlement norvégien de 1961 à 1966. Membre du Comité permanent de la justice et de la Commission des affaires étrangères.

Membre de la délégation norvégienne à la dix-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, en 1964.

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire et représentant permanent de la Norvège auprès de l'Organisation des Nations Unies de 1966 à 1971.

Président de la Sixième Commission de l'Assemblée générale en 1967.

Président de la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale en 1970.

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire et représentant permanent de la Norvège auprès de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève depuis 1973.

Chef de la délégation norvégienne à la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit humanitaire international applicable dans les conflits armés (depuis 1974).

Président de la Commission I de la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit humanitaire international applicable dans les conflits armés (depuis 1974).

Président de la Commission constituée par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés pour étudier la situation des réfugiés à Hong-kong (1954).

Greffier du Tribunal d'arbitrage pour l'affaire Ambatielos (Londres) (1956).

Arbitre unique dans l'affaire Atomic Energy Authority du Royaume-Uni contre Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique (1967).

Président de la Commission de recours du Conseil de l'Europe.

Membre de la Commission de recours de l'Organisation de coopération et de développement économiques (depuis 1966).

Membre de la Cour permanente d'arbitrage.

Président de la Commission permanente de conciliation entre l'Allemagne et les Pays-Bas, membre de la Commission d'arbitrage franco-allemande pour la Sarre, et des commissions permanentes de conciliation établies en vertu de conventions conclues entre les Etats-Unis et la Finlande, entre l'Espagne et la Norvège et entre le Portugal et la Suisse.

Membre de la Commission du droit international (depuis 1971).

Membre et ancien Vice-Président de l'Institut de droit international.

Membre honoraire de l'American Society of International Law.

Docteur honoris causa en droit de l'Université Bradeis, de l'Université Columbia, du Luther College, de l'Université de Seaton Hall, de l'Université de Toronto, du Wagner College, et de l'Université de Yale. Docteur ès lettres honoris causa de la King State University.

### Publications

L'exécution des sentences internationales, Paris, 1936, 148 pages.

La Norvège et la Société des Nations (en norvégien), Oslo, 1938, 140 pages.

Le statut juridique des étrangers en Norvège (en norvégien), Oslo, 1950, 238 pages.

The Jurisdiction of the International Court of Justice, Recueil des cours de l'Académie de droit international, vol. 76, 1950, 96 pages.

Le règlement pacifique des différends internationaux (en norvégien), Oslo, 1956, 272 pages.

The problem of Chinese Refugees in Hong-kong, Leyde, 1955, 214 pages.

Choix du droit et choix de la juridiction selon le droit norvégien du conflit de lois (en norvégien), Oslo, 1957, 406 pages.

The relations between International Law and Conflict Law, Recueil des cours, vol. 105, 1962, 61 pages.

Commentaire de la Charte des Nations Unies (en collaboration avec M. Leland, M. Goodrich), Boston, 1946, 413 pages, publié en anglais et traduit en français et en turc; édition révisée, New York et Londres, 1947, 710 pages. Troisième édition (en collaboration avec Ann Patricia Simons), New York, 1969, 732 pages.

La jurisprudence de la Cour internationale de Justice, vol. I, Leyde, 1952.

Vol. II A et B 1959

Vol. III A et B 1963

Vol. IV A et B 1966

Vol. V A et B 1968 (en collaboration avec M. Arthur Rovine)

Vol. VI A et B 1972 (en collaboration avec M. Arthur Rovine)

Vol. VII 1974 (en collaboration avec M. Arthur Rovine)

A dirigé la publication des trois premiers volumes du Recueil des sentences arbitrales édité par l'Organisation des Nations Unies (vol. I - 1948, vol. II et III - 1949).

A publié des articles dans des revues et périodiques spécialisés de différents pays.

Membre du Comité de rédaction de la Revue scandinave de droit international (Acta Scandinavica Juris Gentium) depuis 1947.

LACHS, Manfred  
(Pologne)

[Original : anglais]

Né le 21 avril 1914.

LL.M, LL.D (Cracovie), Docteur de l'Université de Nancy; Docteur en droit de l'Université de Moscou; Docteur honoris causa des Universités d'Alger, Bruxelles, Bucarest et Budapest, de l'Université Dalhousie (Halifax), de l'Université de Nice, New Delhi et New York.

Médaille d'or et lauréat (1966) de la Fédération internationale d'aéronautique et de l'Institut international de droit spatial pour ses "contributions éminentes au développement de la règle du droit dans le domaine de l'espace extra-atmosphérique".

Juge à la Cour internationale de Justice (1967 à 1976); Président de la Cour (1973 à 1976).

Membre titulaire de l'Académie polonaise des sciences, membre de l'Institut de droit international; membre honoraire de l'Académie internationale d'aéronautique (1964); correspondant de l'Académie des sciences morales de Bologne (1966).

Membre du Curatorium de l'Académie de droit international de La Haye, membre du Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche. Membre du Conseil de l'Institut international de recherche sur la paix, Stockholm.

Membre honoraire de l'Indian Society of International Law, membre de l'Advisory Board de l'Institute and Space Law, de l'Université McGill, Montréal.

Président de la Commission juridique lors des quatrième (1949), sixième (1951) et dixième (1955) sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies; Vice-Président de la Commission juridique lors de la septième session de l'Assemblée générale (1952).

Président du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de l'Organisation des Nations Unies (1962-1966).

Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies (1962 à 1966). Rapporteur de la Commission (1962). Vice-Président de la Commission (1966). Président de la Sous-Commission sur la succession d'Etats et de gouvernements de la Commission du droit international (1963).

Membre du Tribunal d'arbitrage créé pour l'interprétation de la Constitution de l'UNESCO (1949), de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (depuis 1956), du Comité consultatif de la fonction publique internationale (ONU) (de 1958 à 1967) et du Comité spécial des procédures de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (1964).

Professeur à l'Académie des sciences politiques de Varsovie (de 1949 à 1952); Professeur de droit international à l'Université de Varsovie (depuis 1952). Membre de la Commission polonaise de codification (1957 à 1964). Directeur de l'Institut des sciences juridiques de l'Académie polonaise des sciences (de 1961 à 1966).

Directeur du Département des affaires juridiques et des traités au Ministère polonais des affaires étrangères (de 1947 à 1960); Conseiller juridique du Ministre des affaires étrangères (depuis 1960), Ministre plénipotentiaire (de 1956 à 1960), Ambassadeur (de 1960 à 1967).

Conseiller juridique de la délégation polonaise à la Conférence de paix de Paris (1946), membre de la délégation polonaise à l'Assemblée générale des Nations Unies (de 1946 à 1952, de 1955 à 1960 et de 1962 à 1966). Représentant de la Pologne au Comité des Nations Unies sur le désarmement.

A donné des cours à l'Académie de droit international de La Haye (1957, 1964, 1973), à l'Institut des hautes études internationales de l'Université de Paris (de 1952 à 1956); au Centre universitaire européen de Nancy (1955, 1956, 1963), au Centre d'études de politique étrangère de Paris (1955), au Royal Institute of International Affairs de Londres (1959 à 1971), à l'Institut royal des relations internationales de Bruxelles (1959), à l'Institut des hautes études internationales de Genève (de 1961 à 1966), à la Société Passikivi d'Helsinki (de 1964 à 1974), à l'Institute of Air and Space Law de l'Université McGill, Montréal (de 1964 à 1967); à l'Institut norvégien des affaires étrangères (1965), à l'Institut des affaires internationales de Bucarest (1974), ainsi que dans diverses universités en Autriche, en Finlande, en France, en Inde, en Italie, au Mexique, aux Pays-Bas, en Norvège, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis.

## PRINCIPALES PUBLICATIONS

### Ouvrages

War Crimes, An attempt to define the Issues, Londres, 1945; Les Accords de Genève sur l'Indochine (en polonais), Varsovie, 1955, (en russe) Moscou, 1956;

Les développements et fonctions des traités multilatéraux, Recueil des cours, Académie de droit international, La Haye, 1957.

Les traités multilatéraux, (en polonais), Varsovie, 1958; publié également en russe à Moscou, en 1960, en hongrois, en 1962 et en espagnol, par l'Universidad Nacional Autonoma de Mexico, en 1962.

La frontière germano-polonaise (en anglais et en français), Varsovie, 1964; deuxième édition, 1965.

The Law of Outer Space, Recueil des cours, Académie de droit international, La Haye, 1964.

The Law of Outer Space, An experience in Contemporary Law-Making, Leyde, 1972.

Environ 120 essais et articles en diverses langues.

MANNER, Eero Johannes  
(Finlande)

[Original : anglais]

Né le 16 juillet 1913 à Helsinki (Finlande).

Bachelier en droit, Université d'Helsinki, 1937; licencié en droit, Université d'Helsinki, 1939; docteur en droit, 1953; études de droit complémentaires dans divers pays.

Carrière

Après avoir occupé divers postes à l'Université d'Helsinki, est nommé conseiller juridique au Ministère de la justice en 1949; Vice-Chancelier à la justice de 1956 à 1965; chargé de cours à l'Université d'Helsinki de 1954 à 1971; professeur de droit économique à l'Université technique d'Helsinki de 1965 à 1967; conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères depuis 1965; Juge à la Cour suprême depuis 1967.

Postes ayant trait aux relations internationales

Président (pour la Finlande) de la Commission permanente soviéto-finlandaise des cours d'eau frontaliers de 1965 à 1967; Président de la Commission permanente d'arbitrage entre les Pays-Bas et la République fédérale d'Allemagne pour les questions relatives aux cours d'eau frontaliers depuis 1964; Membre du Conseil permanent de conciliation finlando-suisse (depuis 1964); Président de la délégation finlandaise aux négociations entre la Finlande et l'Union soviétique sur les cours d'eau frontaliers (1964); Membre de la délégation finlandaise aux négociations finlando-soviétiques sur les pêches en 1965; Vice-Président de la délégation finlandaise aux négociations finlando-soviétiques sur la délimitation du plateau continental en 1967; Président de la Commission commune finlando-soviétique chargée de définir la frontière maritime (1966-1967); Membre de la délégation finlandaise à l'Assemblée générale des Nations Unies en 1965, 1966, 1967 et 1970 (a présenté en 1970 la proposition finlandaise sur le développement progressif et la codification des règles de droit international relatives aux voies d'eau internationales, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 2669 (XXV); Membre de la délégation finlandaise aux Conférences des Nations Unies sur le droit des traités de 1968 et 1969; Membre de la délégation finlandaise au Comité du fond des mers (ONU) en 1972-1973; Vice-Président de la délégation finlandaise à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1974-1975); Membre de la délégation finlandaise à la Conférence diplomatique sur la protection de l'environnement marin dans la zone de la mer Baltique; membre de la délégation finlandaise aux négociations tendant à normaliser les relations entre la Finlande et la République démocratique allemande (Helsinki, 1972); expert auprès de la délégation finlandaise à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe tenue à Genève en 1973; Président de la délégation finlandaise aux négociations entre la Finlande et la République démocratique allemande portant sur certaines questions juridiques et financières (Helsinki, 1974).

/...

### Préparation de conventions et traités internationaux

Président de la Commission finlandaise du droit de la mer de 1961 à 1963; Président du Comité chargé de définir le droit de certains cours d'eau frontaliers (1963-1964); Président finlandais du Sous-Comité juridique du Comité des pays nordiques pour le développement de l'énergie hydro-électrique de 1959 à 1961; Président du Groupe finlandais du Comité commun finlando-suédois chargé de la préparation de règles conventionnelles relatives aux cours d'eau frontaliers (1961-1971); Président du Comité des sanctions de l'Organisation des Nations Unies (1966); Président de la Commission consultative pour les questions législatives internationales depuis 1966; Président du Comité préparatoire de la Conférence sur le droit de la mer depuis 1971; Président de la Commission chargée de préparer la normalisation des relations entre la Finlande et la République démocratique allemande et entre la Finlande et la République fédérale d'Allemagne depuis 1971; Membre de la Commission consultative pour les questions ayant trait à l'ONU depuis 1971; Président de la Commission finlando-norvégienne des cours d'eau frontaliers (1972-1973); Membre de la Commission des pêches de la mer Baltique depuis 1973; Président de la Commission du milieu marin depuis 1974.

### Commissions et comités divers

Membre du Comité de la législation relative aux cours d'eau de 1951 à 1958; Président du Comité chargé d'étudier la viabilité du règlement (1954-1956); Président du Comité administratif de l'éducation (1958-1963); Président de la Commission juridique de la défense (1960-1969); Président de l'Office des insecticides depuis 1970; Président du Comité pour la prévention de la pollution des eaux (1954-1958); Président du Comité chargé de définir le statut juridique des zones aquatiques publiques (1957-1958); Président du Comité chargé d'étudier les conditions de flottage des grumes en Finlande septentrionale (1958-1959); Président de la Commission consultative pour la protection des eaux (1958-1967); Président du Comité de gestion des ressources en eau (1960-1962); Membre et Vice-Président du Comité chargé de l'application des lois relatives aux ressources en eau (1960-1972); Président du Comité pour le financement de l'approvisionnement en eau et la protection des eaux (1970-1972); Président du Comité chargé de la législation des pêches depuis 1974.

### Organisations internationales

Vice-Président de la Confédération internationale des étudiants en 1939; Membre de l'Assemblée de l'Entraide universitaire mondiale (EUM) de 1953 à 1955; Membre du Groupe d'étude de l'AIEA sur l'évacuation des déchets radio-actifs dans la mer (1960-1962); Membre de la délégation finlandaise à la Conférence de la Commission économique pour l'Europe sur la pollution des eaux en 1961; Président d'un groupe de travail de la Commission économique pour l'Europe sur la pollution des eaux en 1964; Membre de la délégation finlandaise à la sixième Conférence mondiale sur les forêts en 1966; Membre du Groupe de travail de l'Organisation des Nations Unies chargé d'étudier les questions juridiques concernant l'utilisation des ressources internationales en eau (1968-1969); Expert auprès de l'OMS à la Conférence sur la pollution accidentelle des eaux (1971).

Au sein de l'Association du droit international :

Membre du Comité des cours d'eau internationaux de 1957 à 1966 (en qualité de Rapporteur, a rédigé des projets d'articles sur le flottage de grumes pour le Règlement d'Helsinki de 1966); Président du Comité du droit international applicable aux ressources en eau depuis 1966; Membre du Comité pour la protection de l'environnement depuis 1974.

### Publications

Points de vue sur le droit et les utilisations de l'espace aérien<sup>x</sup>, Helsinki, 1948; l'"Usus publicus" en tant que concept du droit des eaux<sup>xx</sup> (dissertation), Vammala, 1953; le droit à la dîme du saumon de la Tornionjoki<sup>x</sup>, Helsinki, 1955; Some international legal Aspects of the Enclosed Seas, Especially the Baltic Sea, with Regard to their Protection against Pollutive Agents, Agence internationale de l'énergie atomique, Vienne, 1960; The Protection of Waters as a Problem of International Law of Waters and the Law of the Sea, Bromma, 1960; Water Pollution in International Law, OMS, Public Health Papers No. 13; Genève, 1962; Problèmes liés au partage de l'énergie hydro-électrique de la Tornio entre la Finlande et la Suède<sup>x</sup>, Helsinki, 1963; Le grand public, la vie au grand air et le droit à la propriété<sup>xx</sup>, Copenhague, 1963; Some Aspects of International Law Concerning the Use and Protection of Waters, with Special Application to Forest Industries, sixième Conférence mondiale sur les forêts, Madrid, 1966; Der Schutz des Meerwassers gegen Verunreinigung, als juristische Frage betrachtet, Zurich, 1966; Résolutions obligatoires de l'Organisation des Nations Unies et lois finlandaises donnant effet à ces résolutions; "La Finlande à l'ONU"<sup>x</sup>, Helsinki, 1967; "Le Règlement d'Helsinki" et l'état actuel de la codification du droit des eaux<sup>x</sup>, Vammala, 1968; La pollution de l'environnement, du point de vue du droit interne et du droit international<sup>x</sup>, Oslo, 1969; L'utilisation de l'environnement : Problème national et international<sup>x</sup>, Vammala, 1970; Les systèmes de protection de l'environnement<sup>x</sup>, Borgå, 1970; La pollution accidentelle des eaux intérieures (Conférence de l'OMS sur la pollution accidentelle des eaux intérieures), Bucarest, 1971; Initiative finlandaise à l'Organisation des Nations Unies en vue du développement du droit international des eaux<sup>x</sup>, Helsinki, 1972; A qui appartient le fond des mers?<sup>x</sup>, Helsinki, 1972; En marge du développement du droit international de la mer : la Finlande, Etat riverain de la Baltique<sup>x</sup>, Helsinki, 1972; Les municipalités et la protection de l'environnement<sup>x</sup>, Joensuu, 1972; The Present State of International Water Resources Law, Association du droit international 1873-1973, Pays-Bas, 1973; Les atteintes à l'environnement : à qui en imputer la responsabilité selon le droit international<sup>x</sup>, Vammala, 1973; Some Legal Problems Relating to the Sharing of Boundary Waters, Munich, 1973; Recent Conventions on Marine Pollution compared with the Draft European Convention for the Protection of International Watercourses against Pollution, Strasbourg, 1974; Une trentaine d'autres publications intéressant diverses branches du droit. Mémoires et exposés sur le droit de l'environnement et la protection des eaux.

---

<sup>x</sup> en finnois.

<sup>xx</sup> en suédois.

MOSLER, Hermann  
(République fédérale d'Allemagne)

/Original : anglais/

Né le 26 décembre 1912 à Hennef (Rhénanie)

Formation

1931 à 1934 Etudes de droit à l'Université de Bonn;  
1935 Première partie et  
1939 Deuxième partie du diplôme d'Etat sanctionnant les études juridiques;  
1937 Doctorat en droit, Université de Bonn.

Carrière

1937 Assistant, puis chargé de recherches à l'Institut Kaiser-Wilhelm de droit public comparé et de droit international de Berlin;  
1946 Avocat;  
Privatdozent (maître de conférences) de droit public international, de droit constitutionnel et de droit administratif à l'Université de Bonn;  
1949 Titulaire de la chaire de droit public à l'Université Johann Wolfgang Goethe, Francfort-sur-le-Main;  
1950 Professeur invité, chargé de cours de droit international à la Georgetown University, Washington (D.C.);  
1951 à 1953 Chef du Département juridique du Ministère fédéral des affaires étrangères à Bonn;  
Depuis 1954 Titulaire d'une chaire à l'Université de Heidelberg; Directeur de l'Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international à Heidelberg;  
Membre de la Cour permanente d'arbitrage;  
1959 Elu juge à la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg;  
1965 Réélu;  
1974 Réélu;  
1974 Elu Vice-Président;  
1968 à 1969 Juge ad hoc à la Cour internationale de Justice pour l'affaire du plateau continental de la mer du Nord;  
1969 - 1972 Membre du Tribunal d'arbitrage austro-allemand créé en vertu du Traité sur les finances et la compensation;  
Depuis 1972 Membre du Conseil consultatif sur le droit international auprès du Ministère fédéral des affaires étrangères.

Autres activités et distinctions

1961 - 1965 Membre du Conseil et Président de la société allemande de droit international;  
1957 Membre du Conseil de la section allemande de l'Association du droit international; Membre associé de l'Institut de droit international;

/...

- 1969 Membre de l'Union des organisations internationales;  
Membre de l'Institut international des civilisations différentes;  
Docteur en droit honoris causa, Université libre de Bruxelles;
- 1970 Academico honoris causa de la Academia Mexicana de Derecho  
Internacional;
- 1972 Correspondant de l'Académie autrichienne des sciences;
- 1975 Membre de l'Académie des sciences de Heidelberg; cours donnés à  
l'Académie de droit international de La Haye
- 1957 L'application du droit international public par les tribunaux  
nationaux;
- 1974 Cours de caractère général;  
A également donné des cours dans de nombreux instituts et  
universités de divers pays.

ODA, Shigeru  
(Japon)

/Original : anglais/

Professeur de droit international à l'Université Tôhoku (Japon);  
Membre associé de l'Institut de droit international;  
Assistant spécial du Ministre japonais des affaires étrangères;  
Membre du Conseil scientifique (Ministère japonais de l'éducation);  
Membre du Conseil pour la mise en valeur des océans (Cabinet du Premier  
Ministre japonais);  
Membre du Comité consultatif pour la coopération avec l'Université des  
Nations Unies, Japon.

Né le 22 octobre 1924 dans le Hokkaido (Japon); diplômé de droit de  
l'Université de Tokyo en 1947; chargé de recherches sur le droit international à  
l'Université de Tokyo de 1947 à 1949; assistant de droit international à l'Univer-  
sité Tôhoku de 1950 à 1953; Graduate Fellow de la Faculté de droit de l'Université  
de Yale de 1950 à 1953; LL.M., Université de Yale, en 1952; J.S.D., Université de  
Yale, en 1953; professeur adjoint de droit international à l'Université Tôhoku de  
1953 à 1959; Senior Fellow de la Faculté de droit de l'Université de Yale de 1956  
à 1958; professeur de droit international à l'Université Tôhoku depuis 1959; docteur  
en droit (Ministère de l'éducation), 1962; membre associé de l'Institut de droit  
international, depuis 1969.

Membre du Groupe d'étude des aspects juridiques de l'évacuation des déchets  
radioactifs dans la mer de l'Agence internationale de l'énergie atomique, de 1961  
à 1963; conseiller technique auprès de la Commission japonaise de l'énergie atomique  
de 1961 à 1964; membre du Conseil de la Section japonaise de l'Association du droit  
international depuis 1967; membre du Groupe d'experts des sciences et techniques  
de la mer de l'Organisation des Nations Unies (1967-1968); membre du Comité de  
rédaction de la revue des droits de l'homme (Strasbourg) depuis 1968; président  
du Groupe de travail de la Commission océanographique intergouvernementale sur  
les questions juridiques liées aux recherches scientifiques sur l'océan, depuis  
1968; membre du Conseil consultatif, du Journal of Maritime Law and Commerce  
(New York) depuis 1969; conseiller juridique auprès du Comité pour la coordination  
de la prospection commune des ressources minérales au large des côtes asiatiques  
de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (ONU), 1969 et  
1972; membre du Conseil de l'Institut japonais des affaires internationales depuis  
1970; membre du Groupe d'experts chargé d'examiner la nature et le but de la  
surveillance appropriée des explosions nucléaires pacifiques de l'AIEA, 1970;  
membre du Conseil de la Section japonaise de l'Association du droit international  
depuis 1972; rédacteur en chef de l'annuaire japonais de droit international  
depuis 1973.

Membre de la délégation japonaise à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer en 1958, 1960 et 1974; représentant suppléant du Japon au Comité spécial chargé d'étudier les utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (ONU) en 1968, et au Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (ONU) de 1969 à 1973; représentant du Japon à la sixième Conférence générale de la Commission océanographique intergouvernementale en 1969; membre suppléant du Comité juridique consultatif afro-asiatique depuis 1971.

Conseil du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne pour l'affaire du plateau continental de la mer du Nord, Cour internationale de Justice, 1968.

Maître de cours à l'Académie de droit international, La Haye, 1969.

### Principales publications

#### I. En langues européennes

##### 1. Monographies

International Control of Sea Resources, 1962, 215 pages, Sijthoff (Leyde).

"The Individual in International Law" [chap. 8 (p. 469 à 530)] du Manual of Public International Law, ouvrage publié sous la direction de Sørensen, MacMillan, Londres, 1968.

International Law of the Resources of the Sea (Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye, 1969-II, p. 353 à 484).

The International Law of the Ocean Development, volume I, 1972, 519 pages, volume II, 1974, 579 pages, Sijthoff (Leyde).

##### 2. Articles

The Territorial Sea and Natural Resources, International and Comparative Law Quarterly, volume 4, 1955, p. 415 à 425.

The Hydrogen Bomb Tests and International Law, Die Friedenswarte, volume 53, 1956, p. 126 à 135.

New Trends in the Regime of the Sea, Zeitschrift für Ausländisches Öffentliches Recht und Völkerrecht, volume 18, 1957, p. 61 à 102, et 261 à 286.

A Reconsideration of the Continental Shelf Doctrine, Tulane Law Review, volume 32, 1957, p. 21 à 36.

El Convenio de Ginebra sobre la Plataforma Continental, Revista Española de Derecho Internacional, volume 12, 1959, p. 67 à 84.

The 1958 Geneva Convention on the Fisheries : its Immaturities, Die Friedenswarte, volume 55, 1960, p. 317 à 339.

The Concept of the Contiguous Zone, International and Comparative Law Quarterly, volume 11, 1962, p. 131 à 153.

The Extent of the Territorial Sea - Some Analysies of the Geneva Conferences and Recent Developments, Japanese Annual of International Law, volume 6, 1962, p. 7 à 38.

Recent Problems of International High Seas Fisheries : Allocation of Fishery Resources, Philippine International Law Journal, volume 1, 1963, p. 510 à 519.

Admission, Deportation and Extradition of Aliens under the Japanese Laws, Japanese Annual of International Law, volume 10, 1966, p. 23 à 36.

The Normalization of Relations between Japan and the Republic of Korea, American Journal of International Law, volume 61, 1967, p. 35 à 56.

Japan and International Conventions Relating to North Pacific Fisheries, Washington Law Review, volume 43, 1967, p. 63 à 75.

Proposals for Revising the Convention on the Continental Shelf, Columbia Journal of Transnational Law, volume 7, 1968, p. 1 à 31.

Boundary of the Continental Shelf, Japanese Annual of International Law, volume 12, 1968, p. 264 à 284.

Possible future Regime of the Sea-Bed Resources, Symposium on the International Regime of the Sea-Bed, 30 juin-5 juillet 1969, p. 343 à 362.

International Law of the Sea, 1971, Document de l'Organisation des Nations Unies : ESA/RT/Meeting I/9 (Interregional Seminar on the Development of the Mineral Resources of the Continental Shelf, Port of Spain).

New Developments in the United Nations Seabed Committee, Journal of Maritime Law and Commerce, volume 4 (1973), p. 577 à 598.

Towards a New Regime for Ocean Development, Ocean Development and International Law Journal, volume 1 (1973), p. 291 à 302.

New Directions in the International Law of Fisheries, Japanese Annual of International Law, volume 17 (1973), p. 84 à 90.

The Delimitation of the Continental Shelf in Southeast Asia and the Far East, Ocean Management, volume 1 (1973), p. 327 à 346.

Annual Review of Japanese Practice in International Law (en collaboration avec H. Owada), Japanese Annual of International Law, volume 8 (1964), volume 9 (1965), volume 10 (1966), volume 11 (1967), volume 13 (1969), volume 15 (1971), volume 17 (1973), volume 18 (1974).

II. En japonais

1. Monographies

Droit international de la mer, Tokyo, 1956, 266 pages.

Droit international de la mer (tome II), Tokyo, 1959, 287 pages; édition révisée, 1969, 345 pages.

Droit international et ressources de la mer, volume I, 1971, 380 pages, volume II, 1972, 464 pages, volume III, 1975, 293 pages.

2. Articles

(Liste non communiquée).

ONYEAMA, Charles D.  
(Nigéria)

[Original : anglais]

Né le 5 août 1917, à Eke, près d'Enugu (Nigéria)

Etudes. Ecole Saint Paul - Mission catholique, Eke, 1921-1924; Government School, Bonny, 1924-1929; Government College, Umuahia, 1930-1931; King's College, Lagos, 1931-1935; Achimota College, Côte-de-l'Or (Ghana), 1937; University College de l'Université de Londres, Londres, 1937-1940 (LL.B.); Brasenose College, Université d'Oxford, 1940-1941; The Honourable Society of Lincoln's Inn, 1937-1940, avocat

Carrière. Cadet Administrative Officer, Nigéria, 1944; membre du Conseil législatif du Nigéria et de la Chambre d'assemblée du Nigéria oriental, 1946-1951; membre de la Commission de nigérianisation et membre de la Conférence générale et du Comité de rédaction de la Constitution (Nigéria), 1948-1950; Chief Magistrate, Nigéria, 1952-1956; juge par intérim à la Haute Cour du Nigéria occidental, 1956-1957; juge à la Haute Cour de Lagos (Nigéria), 1957-1964, président par intérim de la Haute Cour de Lagos, 1961-1963; juge à la Cour suprême du Nigéria, 1964-1967; président du Conseil provisoire de l'Université de Lagos, 1966

Membre de la Cour internationale de Justice depuis le 6 février 1967

Membre de la Cour d'arbitrage chargée de l'affaire du canal de Beagle opposant l'Argentine au Chili (1971)

PETRÉN, Sture  
(Suède)

/Original : français/

Né à Stockholm le 3 octobre 1908.

Diplômé de droit de l'Université de Lund (1930) et diplômé de lettres (1932).  
Docteur en droit honoris causa de l'Université de Lund (1967).

Membre de divers tribunaux (1933-1943); juge assesseur à la Cour d'appel de Svea (1943) à Stockholm. Directeur du service juridique du Ministère des affaires étrangères (1949-1963) avec rang d'ambassadeur depuis 1957; conseiller juridique auprès de la délégation suédoise à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (1948-1960). Vice-président suppléant au Tribunal suédois du Travail (1951-1963); membre du Tribunal administratif des Nations Unies (1952-1966); membre de la Commission européenne des droits de l'homme (1954-1969), président de cette commission (1962-1967); membre de la Cour européenne des droits de l'homme depuis 1971. Membre du Conseil d'administration de l'Institut d'histoire du droit depuis 1947; professeur adjoint à l'Institut des sciences économiques de Stockholm (1947-1959). Membre de la Cour permanente d'arbitrage depuis 1955; président du Tribunal arbitral constitué pour régler le litige entre les Gouvernements espagnol et français relatif au lac Lanoux (1957); membre du Tribunal arbitral entre l'Argentine et le Chili dans l'affaire du canal de Beagle (1971), président de la Cour d'appel de Svea (1963-1967). Chef des délégations suédoises à diverses conférences internationales, notamment les conférences sur la révision de la Convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques (1948), le statut des réfugiés (1951), l'établissement d'une convention universelle sur le droit d'auteur (1952) et le droit de la mer (1958 et 1960). A exercé diverses autres fonctions et accompli diverses missions de caractère juridique. Juge à la Cour internationale de Justice depuis 1967. Membre du chapitre du diocèse de Stockholm (1955-1967). Président du Comité national suédois pour la coopération culturelle en Europe depuis 1964. Président du Conseil d'administration du musée de Skansen à Stockholm (1963-1967). Vice-Président (1965-1967), puis président du Touring-Club de Suède. Membre de l'Académie suédoise; membre de l'Académie royale d'histoire, des belles-lettres et de monuments de l'Antiquité; membre de l'Académie d'Alsace; membre associé de l'Institut de droit international.

Publications sur le droit international : Réflexions à la suite de la Conférence de Genève sur le droit de la mer, Société égyptienne de droit international, 1959; The Promotion of Human Rights through the Council of Europe, Conférences Dag Hammarskjöld à l'Université de Columbia, New York, 1964; La loi sur la protection de l'enfance et la Convention sur la tutelle (en suédois), Svensk Juristtidning, 1959; Sur le statut en droit international du Gouvernement norvégien de 1940 à 1945 (en suédois), Tidskrift for Rettsvitenskap, 1964; Nordic and international Law-making, Acta Universitatis Stockholmiensis, Studia Juridica Stockholmiensia, 31, 1968; La confiscation des biens étrangers et les

réclamations internationales auxquelles elle peut donner lieu, Recueil des Cours, Académie de droit international, La Haye 1963; La saisine de la Cour européenne par la Commission européenne des droits de l'homme, Mélanges Modinos, 1968; Administration internationale de la justice, telle qu'elle se présente aujourd'hui (en suédois), Svensk Juristtidning, 1969; Differences of Procedure between International and National Tribunals, A group of essays in honour of The Villa Serbelloni and especially of John and Charlotte Marshall, New York, 1971; Quelques réflexions sur la révision du Règlement de la Cour internationale de Justice, Mélanges Charles Rousseau, 1974; La Cour internationale de Justice comme juridiction de recours, Mélanges Gaetano Morelli, sous presse

Diverses publications sur le droit civil, le droit pénal et l'histoire du droit

RAZAFINDRALAMBO, Edilbert  
(Madagascar)

/Original : français/

Etat civil

Né le 3 octobre 1921, à Tananarive, Madagascar

Titres universitaires

Certificat d'études supérieures de GREC (Sorbonne - 1948)  
Certificat d'études supérieures de LATIN (Sorbonne - 1948)  
Licence ès-lettres (Sorbonne - 1949)  
Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (Paris - 1948)  
Certificat délivré par l'Université de Cambridge (1952);  
(Special Course on English Legal Method);  
Doctorat en droit d'Etat (Paris - 1955)

Activités professionnelles

Avocat à la Cour de Paris de 1948 à 1960  
Secrétaire d'Avocats au Conseil d'Etat, à la Cour de cassation française  
de 1951 à 1960  
Substitut du Procureur général près la Cour d'appel de Madagascar en 1961  
Avocat général puis président de la Chambre de cassation à la Cour suprême de  
Madagascar d'octobre 1962 au mois de septembre 1967  
Premier président de la Cour suprême depuis octobre 1967  
Professeur de droit à l'Université de Madagascar et à l'Institut d'études  
judiciaires malgache depuis 1961  
Membre des commissions de codification des lois malgaches  
Président de la Société malgache d'études juridiques

Activités internationales

Délégué de Madagascar au Séminaire des Nations Unies sur les recours judi-  
ciaires et autres recours contre les abus de l'autorité administrative  
- Stockholm - 1962  
Boursier de la Division des droits de l'homme des Nations Unies - Stockholm -  
juillet - septembre 1962  
Collaborateur étranger du Journal du droit international (CLUNET), Paris,  
de 1964 à 1972  
Membre du Comité de rédaction de la revue juridique et politique, Indépendance  
et coopération (Paris)

- Membre de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations de l'Organisation internationale du Travail, depuis 1964 (Rapporteur général depuis 1969)
- Président de commission au Congrès des juristes francophones organisé sous l'égide de la Commission internationale des juristes à Dakar (Sénégal) en janvier 1967
- Chef de la délégation malgache à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités - Vienne (Autriche) 1968-1969
- Arbitre de l'Organisation de l'aviation civile internationale et du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Banque internationale pour la reconstruction et le développement)
- Membre de "American Society of International Law"
- Membre (avec le président Mendès-France) du Tribunal arbitral international présidé par le Pr Roberto Ago (Etat Malagasy c/ Grands moulins de Dakar (GMD), Genève, 1970-1972)
- Membre (avec maître Paul Foriers, Recteur de l'Université libre de Bruxelles) du Tribunal arbitral international présidé par le doyen René Roblot (affaire Etat Malagasy c/ SOBERI - Paris, 1974-1975)
- Membre de l'Association mondiale des juges
- Membre du "Center for the Study of Democratic Institutions (USA)";
- Chef du groupe des experts malgaches aux négociations franco-malgaches, Paris-Tananarive, 1973
- Membre du "Board Commission for International Due Process of Law" Chicago (USA);
- Membre associé de la Commission internationale des juristes (Genève)

#### Travaux

- L'infraction flagrante en droit français, anglais et tchécoslovaque - (Etude de droit comparé - Thèse - Paris, 1955)
- Le système suédois de contrôle de l'Administration et de la justice (Etude effectuée pour la Division des droits de l'homme de l'ONU - 1962);
- Le droit judiciaire privé malgache (cours photocopie - Faculté de droit de Tananarive - 1969)
- "Chronique de jurisprudence malgache en matière du droit international privé" (Journal du droit international - CLUNET - Paris, 1964, No 1);
- "Esquisse d'une étude comparée du droit national malgache" (Bull. de Madagascar, septembre 1964, No 220).
- "L'ombudsman et la protection des droits de l'homme" (Revue sénégalaise de droit - 1er semestre 1967 - Dakar).
- "Les problèmes du recrutement et de la formation des juges" (communication à l'Assemblée mondiale des juges - Genève - juillet 1967)
- "La Cour suprême malgasy" (Recueil Penant - No 722, octobre, novembre, décembre 1968)
- Le droit pénal spécial malgache, Université de Madagascar, 1973

Distinctions honorifiques

Officier de l'Ordre national Malagasy  
Officier de l'Ordre national du Mérite français  
Officier de l'Ordre du Croissant vert des Comores

NB : Biographie parue dans

Who's who in the world (Chicago, USA)  
Dictionary of International Biography (Cambridge, England)  
Dictionary of African Biography (London, England)  
Who's who in Africa South of the Sahara (London, England)

RUIZ TEJADA, Ramón  
(République Dominicaine)

/Original : espagnol/

1. Né à La Vega le 8 septembre 1907, deuxième fils - le cadet - de Tomás de Jesús Ruíz et d'Antonia María Tejada de Ruíz.
2. Licencié en droit de l'Université de Saint-Domingue en 1928, alors qu'il n'avait pas encore 21 ans. Docteur en droit de la même université en 1952.
3. Marié le 22 décembre 1928, à l'âge de 21 ans et trois mois, avec Dalinda Oleaga. Onze enfants.
4. Inspecteur de l'instruction publique, syndic et président du Conseil municipal à El Seybo.
5. Nommé Procureur du District judiciaire d'Espaillat en 1933, nommé le 1er janvier 1935 Directeur du cadastre du Tribunal foncier du département de La Vega, poste spécialisé auquel il parvint en gravissant les échelons et en occupant les fonctions de juge de première instance et de magistrat du Tribunal foncier supérieur avant d'être président de ce tribunal.
6. Nommé, en 1952, Secrétaire d'Etat à l'économie et au commerce, poste qu'il a occupé pendant un an; nommé en 1953 Gouverneur de la Banque centrale de la République Dominicaine puis Conseiller juridique auprès de l'exécutif avant de reprendre la présidence du Tribunal foncier supérieur.
7. Nommé en 1958 Secrétaire d'Etat à l'éducation et aux beaux-arts, département dans lequel il avait rempli pendant dix ans les fonctions de membre d'honneur du Conseil national de l'éducation.
8. De 1946 à 1961, Professeur à l'Université de Saint-Domingue et titulaire de la chaire de droit foncier en quatrième année; également professeur de droit administratif, de droit civil et de philosophie du droit.
9. A la suite de ces cours, a publié l'ouvrage intitulé "Estudios sobre la Propiedad Inmobiliaria en la República Dominicana", manuel utilisé en quatrième année à la Faculté de droit de l'Université autonome de Saint-Domingue et de l'Université Pedro Henríquez Ureña.
10. En 1959, a exercé pendant une brève période les fonctions de Secrétaire d'Etat à la justice, puis juge à la Cour suprême de justice avant d'être nommé Président du Conseil électoral central, poste qu'il a occupé jusqu'en 1961.
11. Nommé le 1er juillet 1966 Président de la Cour suprême de justice, poste qu'il a occupé pendant huit ans et deux mois, avant d'y renoncer pour exercer à nouveau sa profession avec ses deux fils, également avocats.

12. Du 16 avril au 22 mai 1970, a occupé, à titre transitoire, la Présidence de la République, en période électorale, en vertu de l'article 58 de la Constitution, le Président ainsi que le Vice-Président de la République étant tous deux candidats.

13. A appartenu à diverses institutions littéraires et de bienfaisance et a collaboré à différents journaux et revues du pays.

14. Depuis 1969 il est Président de la Conférence judiciaire des Amériques.

15. Décorations :

- a) Ordre de Duarte : Grande croix d'argent;
- b) Ordre de Cólón, même grade;
- c) Ordre de Leopoldo II de Belgique, même grade;
- d) Ordre d'Alphonse le Sage d'Espagne.

TABIBI, Abdul Hakim  
(Afghanistan)

/Original : anglais/

Né le 24 octobre 1924 à Kaboul, Afghanistan

Etudes

1. Lycée de Habibia, 1942
2. Faculté de droit de l'Université de Kaboul, 1946
3. M. A. de l'Université George Washington (Etats-Unis), 1952
4. Ph. D. (avec mention) de l'American University (Etats-Unis), 1954

Postes et fonctions officielles

1. Département du Ministère des affaires étrangères chargé des affaires internationales 1946-1948
2. Attaché à l'Ambassade de l'Afghanistan à Washington 1948-1953
3. Directeur de la troisième division politique du Ministère des affaires étrangères 1954-1955
4. Président de l'Institut du service diplomatique du Ministère des affaires étrangères 1954-1955
5. Premier Secrétaire à la Mission permanente de l'Afghanistan auprès de l'Organisation des Nations Unies 1956-1958
6. Conseiller à la Mission permanente de l'Afghanistan auprès de l'Organisation des Nations Unies 1959-1961
7. Ministre conseiller à la Mission permanente de l'Afghanistan auprès de l'Organisation des Nations Unies 1961-1964
8. Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Afghanistan en République fédérale de Yougoslavie et en Bulgarie 1964-1965
9. Ministre de la justice et Attorney General de l'Afghanistan 1965-1966
10. Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Afghanistan auprès de la Cour impériale du Japon et de la République des Philippines 1968-1970
11. Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Afghanistan en Inde, au Népal et en Birmanie 1970-1973
12. Gouverneur de la Banque asiatique de développement Vice-président du Conseil d'administration de la Banque asiatique de développement 1970-1971

Participation à des conférences internationales

1. Représentant de l'Afghanistan à l'Assemblée générale des Nations Unies 1949-1964 et 1972  
(au cours de ces 17 années, a également siégé à la Commission politique spéciale, à la Deuxième Commission, à la Cinquième Commission et à la Commission juridique)
2. Vice-Président de la Commission juridique 1953
3. Observateur de l'Afghanistan à la Commission des stupéfiants 1956-1957
4. Rapporteur de la Commission juridique 1957
5. Conseiller juridique de la délégation afghane à la réunion annuelle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire à Istanbul 1957
6. Représentant de l'Afghanistan au Conseil économique et social 1959-1961
7. Chef de la délégation afghane à la première Conférence sur le droit de la mer 1958
8. Rapporteur de la cinquième commission de la première Conférence sur le droit de la mer (Genève) et Président du groupe asiatique 1958
9. Représentant de l'Afghanistan à la Conférence préliminaire des Etats sans littoral (Genève) 1958
10. Série de conférences sur la politique de non-alignement à l'Institut des affaires étrangères de Madrid (Espagne) 1958
11. Conseiller juridique de la délégation afghane à la réunion de l'Organisation de l'aviation civile internationale aux Etats-Unis 1959
12. Représentant de l'Afghanistan à la Conférence pour l'adoption d'une convention unique sur les stupéfiants, et Président de la première commission de ladite conférence 1961
13. Représentant de l'Afghanistan au Comité de l'assistance technique du Conseil économique et social 1959-1961
14. Président du Comité de l'assistance technique et du Fonds spécial 1960-1961
15. Vice-Président du Conseil d'administration du FISE et Président à la session du Conseil d'administration du FISE tenue à Bangkok 1959-1962
16. Membre du Conseil d'administration du FISE 1959-1964
17. Membre de la Commission du droit international 1962-
18. Vice-Président du Comité consultatif du Programme d'assistance des Nations Unies aux fins d'une compréhension plus large du droit international 1963
19. Membre de la délégation afghane à la Conférence des pays non alignés, Le Caire, (Egypte) 1964
20. Chef de la délégation afghane et Vice-Président de la vingtième session de la CEAEAO (Téhéran) 1964

21. Vice-Président et Président par intérim de la délégation afghane à la première session de la CNUCED (Genève) 1964
22. Président de la Commission des pays sans littoral de la CNUCED (Genève) 1964
23. Président du Groupe asiatique à la première session de la CNUCED 1964
24. Chef de la délégation afghane à la Conférence de New York sur le commerce de transit des pays sans littoral et Vice-Président de la Conférence (New York) 1965
25. Chef de la délégation afghane à la première et à la deuxième session de la Conférence de Vienne sur le droit des traités et Vice-Président de la Conférence 1968-1969
26. Election pour un deuxième mandat de cinq ans à la Commission du droit international 1967
27. Chef de la délégation afghane à la réunion annuelle du Plan de Colombo à Séoul, (Corée) 1968
28. Rapporteur général de la Commission du droit international 1968
29. Chef de la délégation afghane à la réunion des ministres du travail des pays asiatiques (OIT), et Président de la Commission de vérification des pouvoirs (Tokyo) 1969
30. Election pour un troisième mandat à la Commission du droit international 1970
31. Chef de la délégation afghane à la session annuelle de la CEAE0, Vice-Président de la session et Président de la commission plénière 1970
32. Commissaire de la délégation afghane à l'exposition internationale au Japon (EXPO 70) 1970
33. Chef de la délégation afghane à la quatrième réunion ministérielle sur les grandes routes d'Asie (Bangkok) 1970
34. Chef de la délégation afghane à la session de la CEAE0 consacrée aux questions commerciales et bancaires (Bangkok) 1970
35. Président du Comité plénier et Vice-Président de la délégation afghane aux réunions des ministres de l'économie des pays asiatiques (Kaboul) 1971
36. Chef de la délégation afghane à la session annuelle de la CEAE0 à Manille et Vice-Président de la session 1971
37. Chef de la délégation afghane et Président de la réunion ministérielle de la quatrième Conférence des pays non alignés (Kaboul) 1972
38. Représentant de la Commission du droit international à la session du Comité consultatif juridique afro-asiatique, New Delhi 1972
39. Invité à titre d'expert et de Président permanent du Comité afro-asiatique des pays sans littoral à la session annuelle du Comité consultatif afro-asiatique à Tokyo 1974
40. Vice-Président de la Commission du droit international 1974
41. Président de la Commission du droit international 1975

Négociations effectuées au nom du Gouvernement afghan

1. Négociation et exécution du mandat de l'Afghanistan au sein de la Banque mondiale et du Fonds monétaire, Washington 1955
2. Conseiller juridique de la délégation afghane lors de négociations avec l'Iran 1955
3. Négociation du Traité de coopération culturelle avec le Japon, signé en mars 1969
4. Signature de l'Accord relatif aux télécommunications avec les pays voisins au nom de la CEAO, Téhéran
5. Négociation de l'Accord commercial annuel avec l'Inde, 1970-1972

Publications

En plus de 30 ans, a publié des dizaines d'articles dans divers périodiques et magazines en Afghanistan et à l'étranger, notamment :

Articles publiés en Afghanistan

Quelques aspects juridiques de l'autodétermination; étude du droit de l'espace extra-atmosphérique; définition de l'agression; étude juridique de la coexistence; la Cour internationale de Justice; utilité d'une cour criminelle internationale; le droit des peuples Pashtune et Boluch à l'autodétermination, etc.

Articles publiés à l'étranger

1. Le libre accès à la mer et les décisions de la première Conférence sur le droit de la mer (Centre juridique de Genève) 1958
2. Le droit des Etats sans littoral (Revue tchécoslovaque de droit international) 1958
3. Certains aspects juridiques du droit de transit (Revue trimestrielle de droit autrichienne) 1972
4. A propos des besoins des Etats sans littoral, rapport établi et imprimé par le Comité consultatif juridique afro-asiatique, New Delhi 1971
5. Mémoire présenté à la Sous-Commission de la Commission du droit international chargée de la question de la succession des Etats (Genève) 1967
6. Mémoire sur les voies d'eau internationales, présenté à la Sous-Commission de la Commission du droit international chargée de la question du droit des utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation (Genève) 1974

### Ouvrages

1. Le droit de transit et sa reconnaissance par la communauté mondiale (publié par le Service de presse du Gouvernement afghan) 1958
2. Le droit des Etats sans littoral au libre transit (publié par le Ministère de la justice, Kaboul) 1966
3. Le droit de transit des pays sans littoral (publié par le Ministère de l'éducation, Kaboul) 1970

### Activités humanitaires

1. Membre du Comité de Zagreb créé par le philosophe Bertrand Russel et le président Nkrumah du Ghana en vue de l'avènement d'un monde libéré de la bombe
2. Membre et Président de la première commission de l'Assemblée d'Accra
3. Membre permanent du Conseil de l'Assemblée d'Accra pour "un monde libéré de la bombe"
4. Inspection de projets du FISE au Mexique, en Iran et en Afghanistan pour le compte de l'ONU 1964

### Enseignement

1. Cours d'histoire et d'économie au lycée d'Habibia 1942-1946
2. Conférences sur la politique de non-alignement à l'Institut des affaires étrangères de Madrid, Espagne 1958
3. Professeur et Directeur à l'Institut du service diplomatique du Ministère des affaires étrangères de l'Afghanistan 1954-1956
4. Nombreux cours et conférences en Afghanistan et à l'étranger dans les domaines du droit, de la politique et de l'histoire

### Décorations

1. Médaille de Rishteen (Afghanistan) 1960
2. Médaille de l'Etoile (Afghanistan) 1962
3. Décoration du Drapeau au ruban (Yougoslavie) 1966
4. Décoration du Soleil levant (Japon) 1969

TARAZI, Salah El Dine  
(Syrie)

/Original : anglais/

Né à Damas en 1917

Baccalauréat en 1935

Licence de droit (de l'enseignement français) en 1939

Diplôme de droit privé en 1942

Diplôme de droit public en 1943

Doctorat en droit de l'Université de Lyon, France, en 1945

Est devenu membre du Barreau de Damas en janvier 1940

Avocat jusqu'en 1947

Responsable du Service de consultations juridiques au Service de recherche du Ministère des finances, fin 1945

Chef du Service contentieux du même ministère en 1947

Lauréat du concours de recrutement de professeurs de la Faculté de droit de l'Université de Damas. Nommé assistant à la même faculté, dans la section de droit public, en octobre 1946, puis promu au grade de professeur associé en mai 1948

Muté de l'Université de Damas au Ministère des affaires étrangères en qualité de conseiller, en mars 1949

Directeur chargé des affaires administratives, puis des affaires politiques, au Ministère des affaires étrangères

Chef de cabinet par intérim au Ministère des affaires étrangères de la fin de l'année 1949 à la fin de l'année 1950

Chargé d'affaires en Belgique, 1951-1952

Représentant permanent adjoint de la Syrie auprès de l'Organisation des Nations Unies, 1953-1956

Chef de cabinet au Ministère des affaires étrangères, 1956-1957

Ambassadeur de Syrie en URSS de décembre 1957 à février 1958, date de l'union de la Syrie et de l'Egypte

Ambassadeur de la République arabe unie en Tchécoslovaquie de 1958 à 1959, puis en Chine de 1960 à 1961

Représentant permanent de la Syrie auprès de l'Organisation des Nations Unies de 1962 à 1964

Ambassadeur de Syrie en URSS de 1965 à 1970

Ambassadeur de Syrie en Turquie de 1970 à 1974

Participation aux 3ème, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 9ème, 10ème, 11ème, 17ème, 18ème et 22ème sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies

Chef de la délégation syrienne au Congrès de l'Union postale universelle (Bruxelles, 1972)

Rapporteur du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression, 1953

Président du Comité des pétitions du Conseil de tutelle, 1954

- Représentant de la Syrie au Comité chargé d'étudier la création d'une cour criminelle internationale, 1951  
Représentant de la Syrie au Comité spécial chargé de la révision du statut du personnel de l'ONU, 1955  
Représentant de la Syrie à la Conférence sur le droit des traités (Vienne, 1968)  
Représentant de la Syrie au Comité spécial pour la question de la définition de l'agression  
Président du Comité spécial chargé de préparer des amendements au Pacte de la Ligue arabe (Le Caire, janvier-février 1975)

### Publications

- Les services publics libanais et syriens (Beyrouth, 1946)  
L'unité arabe (revue de l'Association des juristes, 1946, en arabe)  
L'organisation du pouvoir judiciaire dans la nouvelle Constitution française (Damas, 1947, en arabe)  
La primauté du droit dans la nouvelle Constitution syrienne (revue de droit international pour le Moyen-Orient, Beyrouth, 1954)  
La révision de la Charte des Nations Unies (revue américaine de sciences politiques, Philadelphie, 1954, en anglais)  
Le Congrès de Bandoung et ses conséquences sur la politique internationale (revue de l'Association des juristes, Damas, 1956, en arabe)  
Le neutralisme positif (revue de l'Association des juristes, Damas, 1957, en arabe)

VEROSTA, Stephan  
(Autriche)

Original : anglais

Né à Vienne le 16 octobre 1909.

#### Titres universitaires

A fait des études de droit à Vienne, à Paris et à Genève. Docteur en droit de l'Université de Vienne, 1933. A suivi des cours à l'Académie de droit international de La Haye en 1934.

#### Carrière

Exerce une carrière juridique de 1932 à 1935; en 1935, nommé au Département des affaires étrangères de la Chancellerie fédérale comme chargé de mission à la Section du droit international public et au Tribunal consulaire du Caire; nommé juge en 1936; en 1938, révoqué de son poste au Département des affaires étrangères de la Chancellerie fédérale (après l'occupation de l'Autriche par l'Allemagne); 1938-1945, juge; 1945, réintégré au Département des affaires étrangères de la Chancellerie fédérale en qualité de chef adjoint de la Section du droit international public; 1948, nommé Conseiller de légation de deuxième classe; novembre 1948-avril 1949, Conseiller à la légation d'Autriche à Rome; 1949-1951, chef adjoint de la Section du droit international public du Département des affaires étrangères de la Chancellerie fédérale; 1951-1953, chargé d'affaires permanent de la République d'Autriche à Budapest; 1953, nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire; 1953-1956, chef de la section du droit international public au Département des affaires étrangères de la Chancellerie fédérale; mars 1956, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République d'Autriche à Varsovie; depuis novembre 1958, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République d'Autriche à Varsovie. Conseiller de la délégation autrichienne à l'Assemblée générale des Nations Unies (représentant de l'Autriche aux Première, Troisième et Sixième Commissions) depuis 1961. Jurisconsulte du Ministère des affaires étrangères depuis 1962; membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye depuis 1957; Président de la Commission américano-finlandaise de conciliation depuis 1964; Président de la Conférence des Nations Unies sur les relations consulaires, Vienne, 1963; membre de la Commission de recours du Conseil de l'Europe depuis 1965.

#### Carrière universitaire

1933-1937, chargé de cours de philosophie du droit, de droit international public et de droit international privé à l'Université de Vienne; 1934, chargé de cours de droit international public, de droit international privé et de doctrine du droit à l'Académie consulaire de Vienne; 1936, chargé de cours de droit international public à l'Académie consulaire de Vienne; 1937, nommé membre de la Commission d'examen de l'Etat pour les sciences politiques (matière : droit

international public); 1946, Privat-Dozent pour la matière "droit international public" à la Faculté de droit et des sciences politiques de l'Université de Vienne; 1947 (semestre d'été), maître de conférences chargé du cours principal de droit international public à l'Université de Graz; 1947, directeur adjoint du cours destiné au personnel des cadres supérieurs du Département des affaires étrangères de la Chancellerie fédérale; 1955, professeur extraordinaire de droit international public à l'Université de Vienne; 1962, professeur de droit international, jurisprudence et relations internationales; membre de l'Académie des sciences autrichienne depuis 1964; membre du Groupe d'experts chargé d'étudier la création d'une université internationale, 1971-1972; membre du Comité fondateur de l'Université des Nations Unies, 1972-1977.

### Publications

#### Sur le droit international :

"Les avis consultatifs de la Cour permanente de justice internationale et le régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche". Revue de droit international, VI, p. 234 et sequ., 1932.

"Jean Dumont und seine Bedeutung für das Völkerrecht", Zeitschrift für Öffentliches Recht (ZOR), XIV, p. 371 et sequ., 1934.

Libérale und planwirtschaftliche Handelspolitik (en collaboration avec Gottfried Haberler), 1934.

"Rechtsstreitigkeiten und Interessenkonflikte", Jahrbuch der Konsularakademie, 1935, p. 73 et sequ.

"Différends juridiques et conflits d'intérêts", dans : La sécurité collective, éditions Maurice Bourquin, p. 204 et sequ., 1936.

Die Achte Internationale Studienkonferenz (Londres, juin 1935), Jahrbuch der Konsularakademie, 1935, p. 68 et sequ.

"Das Völkerrecht des Abendlandes und die spanischen Theologen Vitoria und Suarez", Schönere Zukunft, IX (1936), p. 1163 et sequ. et p. 1200 et sequ.

"Österreich und das Kolonialproblem dans : Les problèmes des changements pacifiques dans les relations internationales, publié par l'Institut international de coopération intellectuelle, 1938, p. 449 et sequ.

Die Satzung der Vereinten Nationen und das Statut des Internationalen Gerichtshofes, 1946.

"Die Internationale Stellung Österreichs von 1938 bis 1947", "Die allgemeinen Rechtsgrundsätze in der Staatenpraxis", "Zur Wiederherstellung der realistischen Lehre von den Völkerrechtsquellen durch Alfred Verdross", Osterreichische Juristenzeitung, V. 1950, p. 5 et sequ.

"Rechtsprobleme der internationalen Stellung Österreichs", Juristische Blätter, 1954, p. 258 et sequ.

"Gebietshoheit und Gebietserwerb im Völkerrecht", Österreichische Juristenzeitung, IX, 1954, p. 241 et sequ.

"Die Politik der vollendeten Tatsachen und ihre rechtlichen Grenzen", Wissenschaft und Weltbild, 7 (1954), p. 331 et sequ.

"Die geschichtliche Kontinuität des österreichischen Staates und seine europäische Funktion", dans : Geschichte der Republik Österreich, publié par Benedict, 1954.

"Alfred Verdross - Leben und Werk", dans : Festschrift für Alfred Verdross "Völkerrecht und rechtliches Weltbild", 1960, p. 1 et sequ.

"Europäisches Gleichgewicht, Exterritorialität, Insull-Fall, Macartney-Fall, Magdalena Strom Navigation-Fall, Marquis de Monti-Fall, Salem-Fall, Rechts- und Justizverweigerung", Wörterbuch des Völkerrechts", 2ème édition, vol. I-III, 1960-1962.

"Zur Geschichte des Menschenrechts : Die Gleichberechtigung der Frau" Die Vereinten Nationen und Österreich, XII, 1, p. 3 et sequ. (Vienne, 1963).

"Zur Kodifikation des Rechtes der konsularischen Beziehungen auf der Staatenkonferenz in Wien, 1963", Die Vereinten Nationen und Österreich, XII, 3, p. 4 et sequ. (Vienne, 1963).

"Une contribution à l'étude de l'histoire des rapports consulaires", United Nations World, édition spéciale à l'occasion d'un congrès, No 3, 1963.

Déclaration faite par le Président lors de l'ouverture de la Conférence des Nations Unies sur les relations consulaires, Conférence des Nations Unies sur les relations consulaires, PR XV/4 (1963).

"Die Wiener Konvention über konsularische Beziehungen", Die Vereinten Nationen und Österreich, XII, 5, p. 1 et sequ., 1963.

"Die Geschichte des Völkerrechts", Verdross, Völkerrecht, 5ème édition, 1964, p. 31-94.

"Droit international et droit interne chez Jean Dumont (1666-1727)", Mélanges Henri Rolin, p. 479-487, 1964.

"Die oströmisch-persischen Verträge von 562 n. Chr. und ihre Bedeutung für das Völkerrecht", Anzeiger der österreichischen Akademie der Wissenschaften, 1965, p. 1953 et sequ.

Österreich und die Vereinten Nationen, 1965.

"International Law in Europe and Western Asia between 100 et 650 A.D.", Recueil des cours (1964).

"Koexistenz zwischen Ost und West", Koexistenz, p. 19-24, 1966.

"Byzanz und Österreich um 1150 n. Chr.", Ein Beitrag zur Geschichte des Völkerrechts im Mittelalter, Festschrift für Charalampos Frangista, p. 135, 165, 1955.

"Weltpolitik und Weltpastoral", Bemerkungen zur vatikanischen Aktenpublikation März 1939 bis August 1940, Festschrift für Hans Schmitz, p. 382 et sequ., 1967.

"Die dauernde Neutralität", Ein Grundriss, 143 pages, Vienne, 1967.

"Die Anfänge der Neutralität der Republik Österreich" dans Recueil d'études de droit international en hommage à Paul Guggenheim, p. 70-90, 1968.

"Die internationale Stellung der Republik Österreich seit 1918" dans 1918-1968 Österreich - 50 Jahre Republik, p. 59-80, 1968.

"Der Primat des Völkerrechts und die Vereinten Nationen" (Zur Erörterung von Grundsätzen des Völkerrechts betreffend freundschaftliche Beziehungen und Zusammenarbeit zwischen den Staaten in Übereinstimmung mit der Satzung der Vereinten Nationen), dans Mélanges offerts à Juraj Andrássy, p. 350-357, 1968.

"Die ersten Grundrechte in Österreich" dans Gemeinwirtschaft, 1/68, p. 1 et sequ.

"Die historische Entwicklung des Asylrechtes in Österreich" dans Colloquium des Internationalen Collegiums Fridtjof Nansen, publié par le Ministère fédéral autrichien de l'intérieur, p. 3 et sequ., 1968.

"Gewaltverzicht und dauernde Neutralität" dans Libro-homenaje a D. Antonio de Luna, p. 3 et sequ., 1969.

"Verzeichnisse und Sammlungen der österreichischen Staatsverträge", dans Festschrift anlässlich des 20jährigen Bestehens des Sammelwerkes "Das Österreichische Recht", 1969.

"Der Bund der Neutralen", Heinrich Lammasch zum Gedächtnis, dans Anz. 106, p. 175-197, 1969.

"Die Vertragsrechtskonferenz der Vereinten Nationen 1968-1969 und die Wiener Konvention über das Recht der Verträge", Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, 29, p. 654-710, 1969.

"Marcus Leitmaier 90 Jahre alt" (Conseiller juridique auprès du Gouvernement autrichien, 1923-1951), Wiener Zeitung, No 171, 1970.

"Naturrecht und Menschenrechte" (Actes du XIVe Congrès international de philosophie, Vienne, 2-9 septembre 1969), V, p. 255 et sequ.

"Ignaz Seipel und das Problem der Revolution", Festschrift für Adolf Merkl, Munich, Salzburg, p. 439-452, 1970.

"Heinrich Lammasch" (Biographie), Österreichisches Biographisches Lexikon, IV, p. 411 et sequ., Vienne, 1970.

"Österreichs Auswärtige Beziehungen 1955-1969", Staats-lexikon der Görresgesellschaft, Suppl. 1970, p. 831 et sequ., Fribourg-en-Brisgau, 1970.

"Fünfundzwanzig Jahre Vereinte Nationen", Österreichische Zeitschrift für Aussenpolitik (publié par l'Österreichische Gesellschaft für Aussenpolitik und Internationale Beziehungen), 10, p. 100 et sequ., Vienne, 1970; Zeitschrift der Österreichischen Liga für die Vereinten Nationen, 19, No 5, p. 4 et sequ., Vienne, 1970.

"La ONU, 25 años despues", Indice, Madrid, vol. XXV, No 275/5, p. 54 et sequ., 1970.

"Alfred Verdross zum 80. Geburtstag", Almanach der Österreichischen Akademie der Wissenschaften, 120, p. 40 et sequ., Vienne, 1971.

"Der Begriff der 'Internationalen Sicherheit' in der Satzung der Vereinten Nationen", Festschrift für Alfred Verdross, Munich-Salzburg, p. 533, 547, 1971.

"Rechtliche und politische Probleme des österreichisch-ungarisch-deutschen Beistands- und Neutralitätsvertrages vom 7. Oktober 1879", Festschrift für Hans Kelsen zum 90. Geburtstag, p. 285, 308, Vienne, 1971.

"Territorial Asylum in Antiquity", Argo v. Egypt - The case of the Suppliant Maidens, dans Revue des droits de l'homme, Paris, vol. IV, Nos 3-4 (en l'honneur d'Egon Schwelb), p. 627, 308, 1971.

"Theorie und Realität von Bündnissen, Heinrich Lammasch, Karl Renner und der Zweibund (1897-1914)", Europa-Verlag, XXVII - 660 p., Vienne, 1971.

"Die österreichische Aussenpolitik 1955-1970", Österreich - Die Zweite Republik, 1972, vol. 2, p. 295-345.

"Nachruf auf Marcus Leitmaier", Österreichische Zeitschrift für Aussenpolitik, 12 (1972), p. 365 et sequ.

"International Organisations and the Holy See", Österreichische Zeitschrift für Öffentliches Recht, 23 (1972), p. 205-221.

"Heinrich LAMMASCH (1835-1920) als Wegbereiter einer internationalen Friedensordnung", Jahres- und Tagungsbericht der Görres-Gesellschaft 1971, p. 35-50.

"Die Definition des Angriffs und die Staatenpraxis", Multitudo Legum Jus Unum, essais en l'honneur de Wilhelm Wengler, 1973, p. 693-704.

"L'histoire de l'Académie de droit international", Jubilee Book of the Academy of International Law at The Hague, 1973, p. 9-56.

"Die Völkerrechtswidrigkeit der Annexion Hannovers durch Preussen 1866", Festschrift für Friedrich Berber, 1973.

"La compétence consultative de la Cour internationale de Justice, la conciliation et le non-liquet", Comunicazioni e Studi en omaggio du Prof. Gaetano Merelli, 1973, p. 12.

Sur le droit, la jurisprudence et l'histoire :

"Richterliches Gewohnheitsrecht in Österreich. Ein Beitrag zur Rechtsquellenlehre", Zeitschrift für Öffentliches Recht, 22 (1942), p. 89 et sequ.

"Das Staatsnotrecht. Eine Untersuchung über sein Wesen und die Grundsätze seiner Anwendung". (Avis consultatif établi en 1933, texte in extenso publié dans Österreichische Zeitschrift für Öffentliches Recht, 9 (1959), p. 1163 et sequ.)

"Heer und Staat in der deutschen Geschichte. Bemerkungen zu Ernst Rudolph Hubers gleichnamigen Buch", Zeitschrift für Öffentliches Recht, 21 (1941), p. 94 et sequ.

Neue Wege zu Dante. Zu R. L. Johns "Uj Utak Dantehoz". Zeitschrift für Öffentliches Recht, 2 (1943), p. 40 et sequ.

"Die Gesellschaftsphilosophie des Templers Dante. Zu Robert L. Johns Werk Dante", Österreichische Zeitschrift für Öffentliches Recht, 2 (1950), p. 444 et sequ.

"Richter und richterliches Gewohnheitsrecht", Der österreichische Richter und Staatsanwalt, 1954, 18/19, p. 9 et sequ.

"Staat und Kirche bei Nikolaus Gogl." Österreichische Zeitschrift für Öffentliches Recht, 10 (1960), p. 480 et sequ. (Edition spéciale en l'honneur d'Adolf Merkl.)

"Johannes Chrysostomus, Staatsphilosoph und Geschichtstheologe", Styria (Vienne-Cologne), 1961, p. 470 et sequ.

"Rechtliche und politische Grenzen der Verfassungsgerichtsbarkeit. Referat am 1. Österreichischen Juristentag", Verhandlungen des 1. Österreichischen Juristentages, Bd. H, p. 39 et sequ. (Vienne, 1962).

"Gewohnheitsrecht", "Gleichgewicht", "Krieg", "Politische Integration", "Geschichtsphilosophie", "Staatsphilosophie", Articles publiés dans Katholischen Sozialikon, Tyrolia (Vienne-Innsbruck-Munich), 1964.

"Rechtsgeschichte und Reine Rechtslehre : zugleich ein Beitrag zum Problem der Beziehung zwischen Faktizität und Normativität", Law, State, and International Legal Order, Essais en l'honneur de Hans Kelsen, University of Tennessee Press, 1964, p. 348 et sequ.

"Albert Margutti und Kaiser Franz Joseph", Wissenschaft und Weltbild, 25 (1972), p. 215 et sequ.

"Bemerkungen zum Brief Otto Bauers an Jean Longuet vom 9. Januar 1919", Festschrift für Karl R. Stadler, 1973.

"Ordnung, Recht und Macht", Exposé présenté lors du XVe Congrès mondial de philosophie tenu à Varna en septembre 1973, Österreichische Zeitschrift für Öffentliches Recht, 24 (1973), p. 245-265.

WAIYAKI, Mugo  
(Kenya)

Original : anglais

DIPLOMES : 1. Grade de bachelier (commerce) (honours degree) 1953.

(spécialisation - banques et pratiques bancaires)

2. Baccalauréat en droit international (Londres) 1954.

3. Avocat, Gray's Inn, Londres, 1958.

CARRIERE : 4. Avocat à la Haute Cour du Kenya,  
29 novembre 1959.

5. Avocat ayant une clientèle privée, 1960-1966.

6. Conseiller juridique de sociétés, 1963-1964.

7. Commissaire adjoint au Domaine, 1966-1967.

8. Directeur de l'adjudication des terres, 1967-1971.

9. Juge-conseiller.

WEEKS, Rocheforte L.  
(Libéria)

[Original : anglais]

DATE ET LIEU DE NAISSANCE : 15 août 1923, Crozierville, Montserrado County (Libéria).

EPOUSE : Eupheme Cooper.

NOMBRE D'ENFANTS : Huit.

NATIONALITE : Libérienne.

RELIGION : Méthodiste. Président du Conseil administratif de la Reeves Memorial United Methodist Church, Crozierville (Libéria).

DIPLOMES : B.A., Liberia College, Monrovia (Libéria) (1944); Baccalauréat en droit (1952), Howard University, Washington, D.C.; Maîtrise de droit (1954), Cornell University, Ithaca, New York.

FORMATION PROFESSIONNELLE : Reçu au Barreau de Montserrado en tant qu'avocat en octobre 1955; reçu au Barreau de la Cour suprême du Libéria en tant que Conseiller juridique le 25 janvier 1956.

FONCTIONS ACTUELLES : Directeur administratif de la Technico-Auriole Engineering Company, Boîte postale 1336, Monrovia (Libéria).

CARRIERE :

- a) Fonctions officielles (exercées à plein temps) : Secrétaire du Vice-Président du Libéria de 1944 à 1949; fonctionnaire chargé de la codification au Ministère de la justice de la République du Libéria (1955-1956); Ministre adjoint de la justice du Libéria (1956-1959); chargé de cours à la Faculté de droit Louis Arthur Grimes, Université du Libéria; Président de l'Université du Libéria (6 avril 1959-10 janvier 1972); Ministre des affaires étrangères du Libéria (11 janvier 1972-2 juillet 1973).
- b) Fonctions officielles (affectations spéciales et postes divers) : Secrétaire de la délégation du Libéria à la neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (1954-1955); membre de la Commission de codification libérienne, New York (1955); membre de la délégation libérienne à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, Genève (1958); Président de la délégation libérienne à la première Assemblée de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, Londres (1959); Représentant principal de la République du Libéria auprès de la Cour internationale de Justice (affaire concernant la composition du Comité de la sécurité maritime de l'OMCI) (1960); Représentant ou délégué à de nombreuses autres conférences internationales.

- c) Autres fonctions exercées au Libéria : Membre du Conseil d'administration de l'Université du Libéria (depuis 1959); membre du Conseil d'administration du John F. Kennedy Memorial Medical Center, Monrovia (1970-1972); membre du Conseil d'administration de la Monrovia Torino Medical School, Monrovia (1969-1971); Président du Conseil de l'enseignement de la United Methodist Church, Monrovia (1969-1971); membre du Conseil d'administration des stations ELBC et ELBC/TV (1960-1971); membre et trésorier de la Commission libérienne sur la Conférence mondiale de l'énergie (1970); membre et trésorier de la United States Educational and Cultural Foundation in Liberia (1966-1972).
- d) Carrière internationale : Conseiller spécial auprès de l'UNESCO pour la planification de la Conférence sur l'avenir de l'enseignement supérieur en Afrique (1961-1962); Rapporteur général de la Conférence de l'UNESCO sur l'avenir de l'enseignement supérieur en Afrique, Tananarive (1962); membre du Conseil exécutif de l'Association des universités africaines (1964-1972); membre du Groupe d'experts de la FAO sur l'éducation; membre adjoint du Conseil administratif de l'Association internationale des universités (1965-1970); membre du Conseil de l'Université de la Zambie (1970-1972); Président de l'Association internationale des recteurs d'université (1971-1972).
- e) Vie sociale : Membre du Triple Six Club de Monrovia; membre de l'Association du Barreau de Montserrado; Président du Comité des affaires culturelles libérien (1959-1969); membre du Rotary Club de Monrovia (1963-1972); Vice-Président du Rotary Club de Monrovia (1968-1969); membre honoraire (1972); Secrétaire chargé du programme de la Civic League de Crozierville (1963-1970); membre du Conseil d'administration de la YMCA du Libéria (depuis 1968).

DECORATIONS ET DISTINCTIONS : Commandant de l'Order of the Star of Africa (Libéria); Docteur honoris causa de l'Université du Libéria (1959); ordre du mérite de la République fédérale d'Allemagne; grand Commandeur de l'Order of the Star of Africa (Libéria). A également reçu des décorations, en tant que Ministre des affaires étrangères, des gouvernements des pays ci-après : Ethiopie, Grèce, Côte d'Ivoire, Haïti, Maroc et Tunisie.

YASSEEN, Mustafa Kamil  
(Irak)

Original : anglais

Né en 1920;

Licencié en droit, lauréat de la Faculté de droit de Bagdad;

Docteur en droit, lauréat de la Faculté de droit de l'Université de Paris;

Ancien professeur, Chef du Département de droit international de la Faculté de droit de l'Université de Bagdad;

Directeur général du Département politique du Ministère des affaires étrangères en 1959 et du Département des organisations et conférences internationales en 1964;

Ambassadeur d'Irak, représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies à Genève de 1966 à 1971 et depuis mars 1974;

Directeur général du Département des organisations et conférences internationales du Ministère des affaires étrangères de 1971 à 1974;

Représentant de l'Irak à toutes les sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies depuis 1958;

Vice-Président de la délégation irakienne aux conférences internationales du travail de 1966 à 1972;

Représentant de l'Irak au Conseil d'administration du Bureau international du Travail de 1966 à 1969;

Membre de la Commission du droit international depuis 1960; Président de cette commission en 1966;

Chef de la délégation irakienne à la deuxième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (Genève, 1960);

Chef de la délégation irakienne à la Conférence des Nations Unies sur les relations et immunités diplomatiques (Vienne, 1961);

Chef de la délégation irakienne à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités (Vienne, 1968-1969); Président du Comité de rédaction de cette conférence;

Président du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression (Genève, 1968);

A/10183  
S/11803  
Français  
Page 66

Membre de l'Institut de droit international;

Membre du Curatorium de l'Académie de droit international de La Haye;

Docteur honoris causa de droit public de l'Université de Nice;

Membre correspondant de l'Académie des sciences juridiques de Toulouse;

Grand-Croix de l'Ordre du mérite civil (Espagne);

Grand Officier de l'Ordre du mérite national (France);

A donné des cours à l'Académie de droit international de La Haye sur les "Problèmes relatifs à l'application du droit étranger" (1962), les "Principes généraux du droit international privé" (1965) et l'"Interprétation des traités" (1973);

A donné des cours à l'École des fonctionnaires internationaux de l'Université de Madrid en 1963, aux Universités de Naples, Nice, Florence et Cracovie et à l'Institut des hautes études internationales de l'Université de Paris;

Marié et père de trois enfants.

